



# Rapport Annuel 2008

  
le métal dans tous ses états



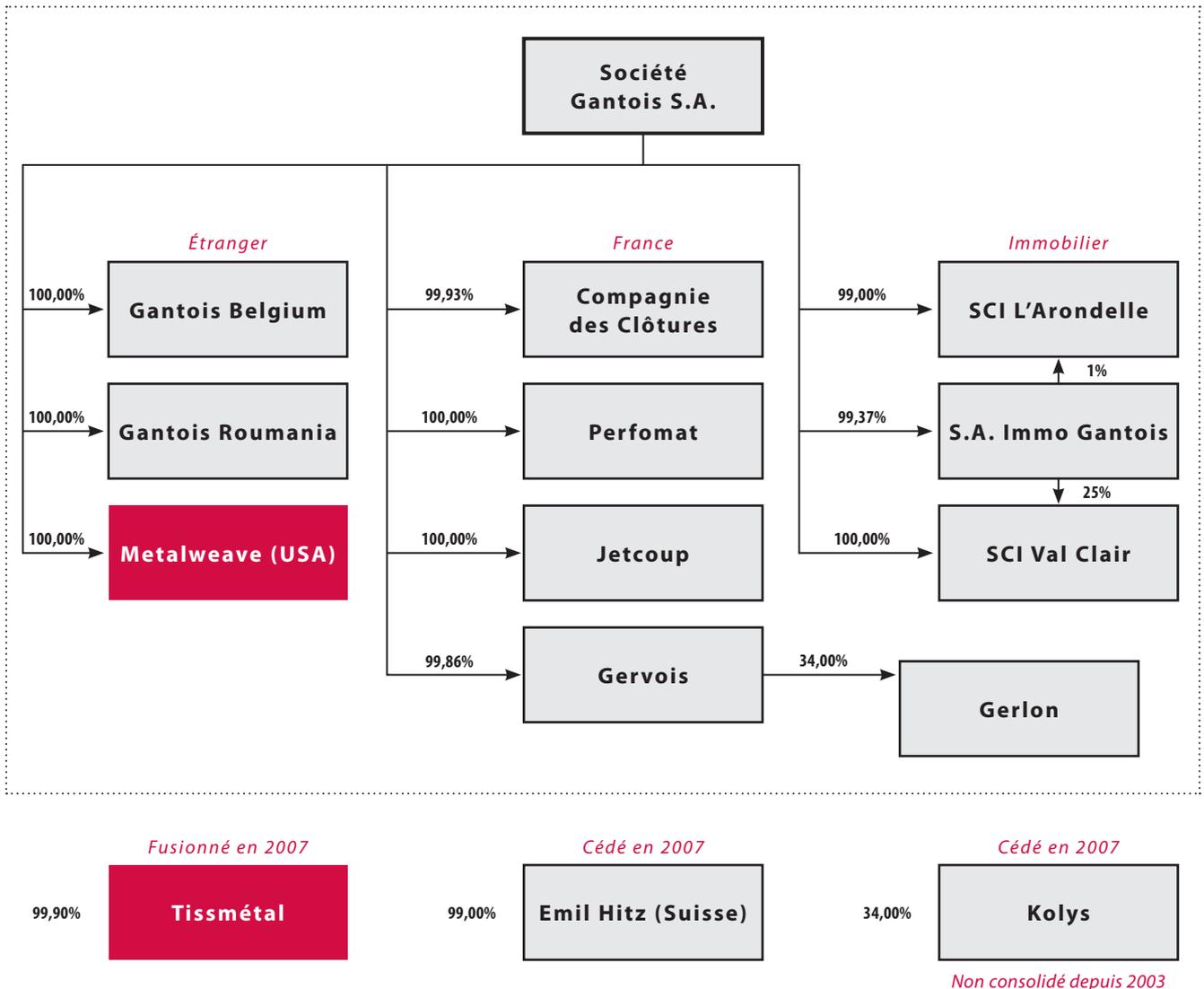
- 2 ORGANIGRAMME DU GROUPE
- 3-6 RAPPORT DE GESTION GROUPE
- 7-10 RAPPORT 2008
- 11 PANORAMA DE L'ACTIONNAIRE
- 12-14 RAPPORT COMPLÉMENTAIRES
- 15-17 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
- 18-19 RAPPORT DES COMMISSAIRES  
(Sur le rapport du président du C.A.)
- 20-25 COMPTES CONSOLIDÉS
- 26-50 COMPTES CONSOLIDÉS - ANNEXES
- 51-52 RAPPORT DES COMMISSAIRES  
(Sur les comptes consolidés)
- 53-58 COMPTES SOCIAUX
- 59-81 COMPTES SOCIAUX - ANNEXES
- 82 ADRESSES
- 83-84 RAPPORT DES COMMISSAIRES  
(Sur les comptes annuels)
- 85-86 RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES
- 87 TEXTES DES RÉSOLUTIONS

# ORGANIGRAMME DU GROUPE

2

La Société est à la tête d'un Groupe constitué de diverses filiales et participations dans des sociétés dont les activités sont concentrées autour de la fabrication du métal tissé et perforé, des grillages et applications et des fils laminés et perforés, ou dans des sociétés immobilières.

L'organigramme du Groupe au 31/12/2008 est le suivant :



La filiale KOLYS n'est plus consolidée depuis l'exercice 2003. Cette dernière a été cédée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2007. La société EMIL HITZ (Suisse) a également fait l'objet d'une cession au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2007. La Filiale américaine METALWEAVE n'est plus consolidée depuis l'exercice clos au 31 décembre 2006 compte tenu de l'inactivité de cette entité.

Les actions des minoritaires des sociétés JETCOUP et PERFORMAT ont été entièrement rachetées par le Groupe.

Les activités de la filiale TISSMÉTAL avaient été regroupées en 2007 au sein du Groupe par le biais des opérations suivantes :

- Apport partiel d'actif de l'activité tricotage de TISSMÉTAL à la société GERVOIS avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007 ;
- Fusion-absorption de la société TISSMÉTAL par la société GANTOIS S.A. avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## RAPPORT ANNUEL 2008

Présenté à l'Assemblée Générale du 30 Juin 2009

### 1. Présentation des comptes et méthodes d'évaluation retenues

Les comptes sociaux sont établis suivant les prescriptions du plan comptable général et les comptes consolidés suivant le référentiel IFRS. Les détails sont exposés dans les annexes à ces comptes. Au cours de l'exercice la méthode d'évaluation des stocks est passée du FIFO au prix moyen pondéré (PMP). L'impact de ce changement de méthode sur la valorisation des stocks a été estimé à + 74 k€ au 30 juin 2008, et a été comptabilisé dans le résultat de l'exercice, compte tenu de la non disponibilité de l'information au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### 2. Principaux résultats de l'exercice

Les principaux résultats de l'exercice se résument comme suit :

#### RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

En k€	2008	2007
Chiffre d'affaires	76 327	87 634
Résultat opérationnel	4 693	- 10 125
Résultat des activités ordinaires provisionnées	- 8 198	- 10 828
Résultat net	- 8 429	- 8 522

La baisse du chiffre d'affaires consolidé de 2007 à 2008 est due principalement à l'arrêt des activités de TISSMÉTAL (10,3 M€) et la cession de la filiale HITZ (Suisse).

#### RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE GANTOIS S.A.

En k€	2008	2007
Chiffre d'affaires	70 285	75 603
Résultat opérationnel	- 4 894	- 2 535
Résultat net	- 5 873	- 12 107

Le chiffre d'affaires de l'année 2008 a réalisé une forte progression au premier semestre contrebalancée par une baisse importante au second semestre en raison surtout de la dégradation de la conjoncture économique.

Le résultat opérationnel de 2008 atteint -4,8 M€, avec en particulier l'impact de la filiale roumaine pour un montant de -2,6 M€.

### 3. Investissements

En raison de la situation de l'entreprise, les investissements sont consacrés au renouvellement de plusieurs équipements industriels ainsi qu'à des investissements relatifs à la qualité des produits et la sécurité des conditions d'exploitation principalement. En Roumanie, des investissements d'accroissement de la capacité ont été lancés dans le cadre de la sous-traitance automobile. Dans la société-mère, les investissements se sont élevés à 2,1 M€, en incluant le logiciel de gestion (0,5 M€).

### 4. Aperçu des métiers de GANTOIS et ses différentes applications

Le Groupe concentre son activité sur « tout le métal tissé et perforé ». Le Groupe s'est développé autour de la maîtrise des procédés industriels permettant de travailler le métal (essentiellement l'acier sous forme de fil ou de tôle) pour le transformer en un produit à valeur ajoutée utilisable auprès de nombreux clients selon des applications diversifiées.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées suivant les marchés servis stratégiquement par GANTOIS d'une part, et la nature des technologies utilisées et les typologies de fabrication d'autre part.

GANTOIS met à la disposition des professionnels de l'industrie ou du bâtiment ses savoir-faire pour une large variété de produits tels que la séparation ou la filtration en milieu liquide ou gazeux, les escaliers ou les équipements de clôtures et de décoration, les toiles d'insonorisation thermique et acoustique, ou des tissages métalliques pour l'automobile ou l'aéronautique.

En 2008, le Groupe a privilégié la concentration de ses moyens technico-commerciaux autour de ses 7 agences commerciales régionales, pour améliorer la mise à disposition de ses produits et technologies. Les applications GANTOIS suivantes illustrent la nature de ces produits en rapport avec les technologies utilisées.

- **Les produits pour le bâtiment**

Ils sont principalement constitués des applications de base suivantes, utilisables surtout dans le bâtiment non résidentiel :

- *Les escaliers hélicoïdaux ;*
- *Les clôtures et portails et leurs compléments de sécurisation ;*
- *Les produits «GHE» («GANTOIS Habille l'Espace») : tôles perforées décoratives ou servant de garde-corps, tentures, grillages et toiles métalliques pour des applications de second œuvre.*

- **Les produits pour l'industrie et les transports**

De formes et d'applications beaucoup plus diversifiées, plutôt orientés à destination des besoins liés aux applications industrielles, les produits GANTOIS à destination de l'industrie peuvent être déclinés autour des fonctions suivantes :

- *Toiles métalliques à usage de filtration ou d'insonorisation (tamisage, filtres insonorisant) ;*
- *Tissus tricotés pour les lignes d'échappements et pots catalytiques ;*
- *Tôles perforées pour différentes applications industrielles.*

- **La Distribution**

GANTOIS distribue ses produits à travers un réseau direct de 7 dépôts pour les produits standards du catalogue sur stock ; pour élargir sa gamme, les dépôts mettent aussi à disposition des clients des produits non fabriqués par l'Entreprise.

## 5. Les Faits marquants pour le Groupe

L'exercice 2008 a été marqué par l'apparition de la crise économique mondiale qui a touché en premier lieu les activités du Groupe liées à l'Industrie et à l'Automobile. Les activités associées au Bâtiment, au Transport aéronautique et à l'Énergie ont enregistré un recul moindre.

La concurrence par les prix s'est accrue pour les produits standards, en particulier dans les secteurs du tissage, des grillages et clôtures. Les produits à valeur ajoutée tels que les tricots techniques, les escaliers ou encore la perforation fine pour la décoration ont bien résisté sur les marchés du Groupe.

Le premier semestre 2008 a été caractérisé par une nouvelle envolée du prix des produits métallurgiques transformés par le Groupe, soit plus de 10 000 tonnes par an. Les sources tendues et limitées n'ont pas toujours permis de réduire l'impact de ces hausses. Le Groupe a commencé des approvisionnements hors d'Europe, qui nécessitent une organisation rigoureuse. Enfin, les coûts salariaux ont connu une évolution très significative, malgré la réduction des effectifs réalisée par ailleurs.

Au cours de cet exercice, la priorité a été donnée à une organisation commerciale géographique multiproduits répartie en 7 agences et dépôts. Des mesures ont été engagées pour renforcer le management et le système d'information de gestion industrielle et financière, mais celles-ci n'ont pu être menées à leur terme durant cette année. L'entreprise a été dirigée du 13 août 2008 au 30 Décembre 2008, soit 5 mois, sous mandat d'Administrateurs Provisoire à la demande du Tribunal de Commerce, suite à un conflit entre l'actionnaire principal et la direction de la société.

Une nouvelle direction générale est en place depuis la fin de l'exercice avec pour mission à la fois de stabiliser l'entreprise et conduire un redressement en profondeur.

## GANTOIS S.A.

Le chiffre d'affaires 2008 très contrasté d'un semestre à l'autre a baissé au total de 7 % sur l'année, en raison de la conjoncture du deuxième semestre, mais aussi des nombreux changements intervenus dans l'organisation commerciale. L'export relativement faible a aussi connu une baisse. Les activités de serrurerie escaliers et de produits techniques façonnés pour l'énergie ont poursuivi leur progression. Des investissements ont été réalisés pour améliorer les conditions de sécurité et la qualité des produits perforés.

Le troisième dividende du plan d'apurement de la dette du règlement judiciaire a été versé pour un montant de 3,3 M€ au titre de GANTOIS et un dividende de 157 k€ au titre de TISSMÉTAL. L'actionnaire principal a apporté son soutien financier à la société pour un montant de 4 M€ en compte courant.

## LES FILIALES

- **GANTOIS Roumanie**

La société a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 8,7 M€, en forte progression sur 2007 [5,9 M€].

Son activité se partage avec pour une moitié la réalisation de pièces d'airbags pour la sous-traitance automobile et pour l'autre moitié la production de toiles et produits façonnés pour les Clients de la maison mère.

Ces activités situées sur deux sites éloignés ont engendré des pertes importantes de (2,6 M€) sur l'exercice qui ont dû être financées par la société mère.

- **GERVOIS**

Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 4,3 M€ avec une activité stable pour les secteurs de la chimie, du nucléaire et la sous-traitance automobile. Une gestion rigoureuse assure à l'entreprise une bonne performance. La rentabilité nette reste soutenue avec 15 % du chiffre d'affaires.

- **PERFOMAT**

Un contrat important pour l'industrie nucléaire ainsi que de la sous-traitance pour la société-mère ont permis un bon niveau d'activité avec un chiffre d'affaires de 2,7 M€ et une rentabilité nette de 12 %.

- **COMPAGNIE DES CLÔTURES**

Spécialisée dans la pose de clôtures auprès des collectivités et grands comptes, la société a maintenu son chiffre d'affaires [2,2 M€] malgré une vive concurrence. Un résultat à l'équilibre est réalisé en 2008.

- **GANTOIS Belgium**

La société se consacre désormais exclusivement à la distribution des produits manufacturés de la maison-mère pour la Belgique avec un chiffre d'affaires de 1,2 M€ et un résultat équilibré.

- **SAIG et SCI Le Val Clair**

Les anciens locaux industriels de TISSMÉTAL situés à Reims et détenus par la SCI Le Val Clair n'ont pu trouver preneur, au cours de l'exercice et sont restés libres.

La SAIG détient une parcelle de terrain louée à GANTOIS ainsi que des titres de participation dans les sociétés filiales de GANTOIS S.A. Le résultat 2008 est généré par ses loyers et est non significatif.

### **6. La Recherche et Développement**

En vue de renouveler l'offre de produits, principalement dans les secteurs Bâtiment et Aéronautique, une structure a été mise en place dans le deuxième semestre.

Cette organisation s'est consacrée au rajeunissement des gammes escaliers, tentures et clôtures avec l'objectif de délivrer de nouveaux produits en 2009.

De part son savoir-faire en tissage, tricotage, perforation, tôlerie et serrurerie le Groupe est désormais en mesure de développer des applications à la demande et en partenariat pour ses grands Clients.

### **7. Les charges non déductibles fiscalement**

Le montant global des charges non déductibles fiscalement s'élève à 14 545 € pour l'exercice et l'ensemble des sociétés du Groupe. Cette information est reprise dans les comptes sociaux individuels.

### **8. L'affectation du résultat de l'exercice**

Nous vous proposons d'affecter le résultat net de la société GANTOIS S.A., soit une perte de -5 872 889 € au report à nouveau.

### **9. Les perspectives 2009**

- **L'activité**

En 2009, le Groupe GANTOIS subit aussi la conjoncture dépressive mais semble mieux résister grâce à la diversité de ses marchés, clients et applications.

Cependant les activités les plus touchées sont encore cette année celles des applications industrielles et automobiles qui représentent respectivement 25 % et 12 % du chiffre d'affaires du Groupe, les autres secteurs baissent légèrement et le Bâtiment continue de progresser.

Au total, une première estimation du chiffre d'affaires pour cette année s'élève pour la société à 60 M€.

Compte tenu des résultats négatifs constatés dans la filiale GANTOIS Roumanie, des mesures de désengagement sont en cours d'élaboration.

Des marchés prioritaires ont été sélectionnés pour concentrer l'action des équipes commerciales de la société et de ses filiales, à savoir 4 marchés :

- Bâtiment
- Transports aéronautique et ferroviaire
- Energie et environnement
- Industrie

Par ailleurs, l'Export a reçu des objectifs de croissance ambitieux pour cet exercice.

Les investissements de capacité non rentables ont été interrompus pour se recentrer sur des investissements de sécurité et de qualité.

Pour soutenir les actions commerciales plusieurs projets de Recherche et Développement doivent livrer au marché en 2009 des escaliers renouvelés et conformes aux nouvelles normes ainsi que des clôtures et tentures nouvelles.

- **La gestion**

Étant donné la situation financière vulnérable de la société, des travaux ont été entrepris avec le management à court terme pour :

- Améliorer drastiquement le besoin en fonds de roulement, en particulier par une meilleure gestion des créances et stocks
- Maîtriser sans exception la rentabilité de toutes les affaires commerciales
- Réduire les coûts d'exploitation
- Garantir la qualité et réactivité auprès de nos Clients.

Simultanément, des efforts se poursuivent pour finaliser le système d'information et mettre en place des outils de pilotage des coûts et des marges ainsi que pour renforcer les compétences de la société dans les domaines industriels et financiers en particulier.

La conjoncture difficile accentue la nécessité pour l'entreprise d'établir en 2009 un programme pérenne de redéploiement financier et stratégique à moyen terme.

- **Les résultats**

La répercussion de la situation économique sur le chiffre d'affaires de la société en baisse en moyenne de 20 % ne permet pas de tirer parti de la baisse des prix des matières premières, ni de bénéficier des mesures d'économies opérationnelles en cours. Une nouvelle perte d'exploitation importante est projetée en 2009.

La faiblesse des résultats se répercute sur la situation de trésorerie toujours vulnérable et en conséquence des mesures ont été prises, avec le support de l'actionnaire majoritaire pour un montant de 850 k€, pour assurer le financement de l'exploitation jusqu'à ce jour.

Dans cette situation, la société bénéficiera néanmoins de la Trésorerie du Groupe par la remontée des dividendes de la plupart de ses filiales. Par ailleurs, des cessions d'actifs immobiliers non productifs sont en cours.

- **Les investissements**

En raison de l'effondrement du marché automobile et des pertes générées par la sous-traitance automobile, les investissements de capacité ont été interrompus dans la filiale roumaine et un désengagement de cette activité est envisagé dans les prochains mois. Les investissements en cours se concentrent sur le remplacement d'équipement, l'amélioration de la qualité et des conditions de production.

- **Evénements postérieurs à la clôture**

Une dégradation forte du chiffre d'affaires a été constatée comme indiqué pour les activités en France. La filiale roumaine a été confrontée à un effondrement de son activité de sous-traitance automobile (60 %), et en conséquence la société-mère a dû soutenir son activité, avant d'entreprendre le désengagement en cours.

- **Points divers**

Il est rappelé que la dernière proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés a eu lieu fin 2005. Le Conseil d'Administration a constaté qu'une résolution ayant pour objet « une proposition d'augmentation du capital réservé aux salariés » aurait dû être soumise à une Assemblée Générale extraordinaire au plus tard en 2008.

Cette démarche n'ayant pas été réalisée dans les temps, le Conseil d'administration et la direction régulariseront cette situation dans les meilleurs délais.

## RAPPORT 2008 DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE DE LA SOCIÉTÉ GANTOIS S.A.

La loi sur la sécurité financière du 2 août 2003 a introduit dans son article L.225-37 l'obligation pour le Président du Conseil d'Administration de vous présenter les principales dispositions relatives :

- Au contrôle interne, comptable et financier, de votre société
- A l'identification des autres risques et les modalités de leur gestion
- A l'organisation et les travaux des organes de direction
- Au contrôle interne porté sur les filiales et les comptes consolidés

### 1-1. Le contrôle interne comptable et financier

Le contrôle interne comptable et financier repose sur un ensemble de règles générales dont notamment :

- La séparation des fonctions, chaque fois qu'elle est rendue possible par la taille de la société
- Le respect des règles du Groupe, en vue de faciliter la consolidation des comptes

Des procédures sont mises en œuvre dans chaque processus-clé, en particulier dans les domaines suivants :

### CLIENTS / VENTES

Les commandes sont enregistrées par les pôles produits du service commercial du Siège Social, les dépôts et agences locales. La facturation est assurée par les pôles produits et les commerciaux des agences locales. Un contrôle mensuel est opéré par la comptabilité sur la facturation de chaque expédition vers des clients (contrôle des débits). Dans le même esprit,

- Un contrôle du portefeuille des commandes en cours est effectué régulièrement par les pôles produits.
- La comptabilité est informée ponctuellement par les Commerciaux pour chaque litige éventuel.
- La comptabilité assure un suivi du risque client et informe le réseau commercial des litiges existants ou potentiels.

Le risque de solvabilité client est limité par une action préventive du service comptabilité, formé et sensibilisé à cet enjeu. Celui-ci met en œuvre la recherche de renseignements auprès des bases de données commerciales. (Assurance crédit France et Export). Les conditions de paiement sont définies par le service comptabilité en fonction des renseignements et des couvertures obtenus.

Dans le cadre de son contrat d'affacturage, le factor prend en charge la relance des créances qui lui sont cédées.

Les relances complémentaires lorsqu'elles sont justifiées sont effectuées par le service comptabilité qui décide des mesures de recouvrement nécessaires (blocage des livraisons, procédures judiciaires, etc...), appuyées par les acteurs commerciaux.

### FOURNISSEURS / ACHATS

La sécurité de la chaîne « achats » repose sur :

- L'homologation préalable des fournisseurs sur des critères de compétitivité et de qualité,
- L'habilitation des acheteurs et des approvisionneurs dans leur domaine de compétences,
- L'ordonnement des paiements sur la base d'un triple accord
  - ▶ La réception effective de la marchandise ou de la prestation,
  - ▶ La conformité aux exigences de la commande,
  - ▶ La conformité de la facturation au bon de commande et à la réception
- L'autorisation du mouvement de trésorerie par un agent différent de celui ayant passé la commande et de celui ayant réceptionné la marchandise ou le service.

### IMMOBILISATIONS

L'enveloppe annuelle et la nature des investissements (immobilisations) sont décidées chaque année par le Conseil d'Administration. Chaque investissement est ensuite mis en œuvre dans le cadre d'une gestion de projet avec un responsable, un planning, et un budget autorisé par la Direction Générale, avec suivi du programme et des coûts de réalisation.

L'avancement du programme d'investissement est présenté régulièrement en réunion du Conseil d'Administration.

L'admission en comptes d'immobilisation est contrôlée par la comptabilité.

### STOCKS

La maîtrise des stocks physiques est garantie par un inventaire permanent et un inventaire physique exhaustif annuel.

Les règles de valorisation et de dépréciation sont définies par la Direction Financière du Groupe.

Les mouvements de stocks sont vérifiés par la comptabilité.

### TRÉSORERIE

Elle fait l'objet d'une gestion quotidienne au niveau du service comptabilité en fonction des mouvements émis par la comptabilité et des rapprochements bancaires quotidiens. Un reporting hebdomadaire est assuré pour apprécier les mouvements de trésorerie par nature, et les comparer à des prévisions hebdomadaires. La Direction Générale dispose de l'ensemble des autorisations dans le cadre des attributions de

responsabilités qui lui sont confiées par le Conseil d'Administration. Le Directeur et le Directeur des Ressources Humaines disposent par délégation d'autorisation de signature unique ou à deux selon le montant et la nature des engagements sur les différents comptes bancaires.

## PAIE

Le paiement des salaires et des charges sociales en découlant est établi sur la base d'un pointage du personnel validé par l'encadrement hiérarchique. Ce pointage est contrôlé par le service des Relations Humaines au moment de la préparation des bulletins de salaires.

Le traitement informatique est confié au service informatique de la société qui assure les traitements et les sauvegardes des données, mensuelles et annuelles.

La mise en paiement des salaires est lancée par la signature du Directeur des Ressources Humaines ou du Directeur Général auprès de la Direction Financière qui en assure les paiements.

## COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ARRÊTÉ DES COMPTES

L'environnement de la société de ces dernières années : allègements des structures lors de la mise en œuvre des plans de réduction des effectifs, alourdissement des travaux liés à la situation de redressement judiciaire induisant des processus spécifiques, a entraîné une détérioration des procédures de suivi des comptes tout au long des exercices concernés. Ceci n'a toutefois pas eu d'incidence significative sur la qualité de l'information financière.

Pour pallier aux manques de ressources internes, la société a eu recours aux services de consultants externes expérimentés en 2008.

Des dispositions de renforcement et de stabilisation des équipes financières ont été menées début 2009.

### 1-2. Autres facteurs de risques et de contrôle interne

## ÉCOUTE ET SATISFACTION DU CLIENT

La société est organisée suivant les recommandations de la norme ISO 9001/2000.

Elle a été certifiée par le Loyds Register Quality Insurance (LRQA) en 2003 et le renouvellement obtenu en 2006.

## SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

La politique de sécurité est menée simultanément avec celle de la Qualité et de la préservation de l'environnement. Elle est animée avec le concours de l'encadrement et la collaboration du médecin du travail.

Les comités d'hygiène et de sécurité de chaque établissement sont réunis chaque trimestre.

La société procède aux contrôles périodiques obligatoires (trimestriels et annuels) par des organismes extérieurs.

L'évaluation des risques a été menée durant l'exercice et un plan d'action développé pour remédier aux déficiences éventuelles.

## SOCIAL

La société respecte ses obligations légales et réglementaires en matière sociale.

La représentation du personnel est assurée par les délégués du Personnel, les délégués au sein de chaque comité d'établissement, des délégués syndicaux et des délégués au sein du Comité Central d'Entreprise (CCE).

Les Comités d'Établissements se réunissent chaque mois.

Le Comité Central se réunit au minimum chaque trimestre, hors sessions extraordinaires. Il a recours à un expert extérieur pour l'analyse des états financiers qui lui sont présentés deux fois par an.

Le recrutement et les sanctions disciplinaires sont mis en œuvre par le Directeur des Ressources Humaines, par délégation de la Direction Générale.

## ASSURANCES GÉNÉRALES

Les différents risques devant être couverts dans le cadre de couverture d'assurances le sont généralement pour l'ensemble du Groupe.

En 2003, nous avons souscrit des contrats d'assurances pour couvrir nos principaux risques (incendie, responsabilité civile, pollution sur un site exposé). Une police perte d'exploitation liée à notre assurance incendie a été également mise en place en 2003. Les capitaux couverts sont revus annuellement, ainsi que les limites de garantie afin de tenir compte des estimations de pertes d'exploitation possibles.

## RISQUES DES TAUX ET DE CHANGES

Le risque de taux est pris en compte dans la répartition des dettes financières entre taux fixe et taux variable. Cette répartition est assurée par la Direction Financière du Groupe.

Le risque de change est pris en compte par une politique de couverture sur les devises (dollar US essentiellement) uniquement lorsque les montants et la durée des engagements le justifient.

En raison de la faiblesse du crédit fournisseur et en l'absence de crédit bancaire, ces risques ne sont pas significatifs.

## IMMOBILIER

L'ensemble immobilier est entretenu suivant les règles de l'art. La responsabilité de la surveillance du parc immobilier est assurée par les services techniques de la Société.

## SYSTÈME D'INFORMATION & E.R.P.

- **Sécurisation des données** : la sécurité des systèmes d'information est assurée par des contrats de maintenance ou d'intervention limitant la durée de toute immobilisation éventuelle, durée variant suivant les contrats. Les données sont sauvegardées quotidiennement et stockées dans des lieux géographiques distants de façon à supprimer tout risque de destruction simultanée, avec en particulier une sauvegarde quotidienne de nos données qui est externalisée. Les sauvegardes quotidiennes sont stockées pendant une durée de dix jours. Un archivage mensuel et annuel est également assuré au sein du service informatique.
- **Sécurité du réseau** : les accès au réseau sont protégés et réservés au seul personnel autorisé. Un intervenant extérieur contrôle les flux entrant et sortant en assurant des fonctions de firewall et antivirus. Les accès extérieurs sont contrôlés par les fonctions de portail de l'intervenant.

## ÉVOLUTION DU SYSTÈME D'INFORMATION

La mise en place de certains modules de l'E.R.P. a subi des aléas, en particulier sur certains modules de gestion et de comptabilité analytique. Ces modules sont à fin 2008 inopérants.

La mise en œuvre de ces systèmes est relancée au cours du deuxième trimestre 2009 et devrait aboutir au plus tôt en fin d'exercice 2009.

### *2. Programme de contrôle interne, adapté à la situation actuelle de GANTOIS S.A.*

Au titre du programme de contrôle interne de 2008, les procédures actuelles ont été analysées et revues dans le cadre du lancement d'un E.R.P.

La mise en place de cet E.R.P. couvre tous les domaines fonctionnels clés de l'entreprise, et intégrera l'ensemble des mesures à la fois d'optimisation et de sécurisation de nos processus de fonctionnement.

Conjointement à la mise en place de l'E.R.P., un programme de renforcement des procédures de contrôle interne de GANTOIS et de ses filiales a été activé à partir de 2008 principalement dans les domaines suivants :

### COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Pour pallier la carence du système actuel qui ne nous permettait pas de donner une information sectorielle suffisante pour la publication des informations chiffrées par secteurs, par produits et par gammes de produits, et compte tenu de la déficience actuelle de la comptabilité analytique, deux contrôleurs de gestion ont été recrutés au printemps 2009 afin de compenser ces déficiences d'information par une analyse détaillée des informations accessibles en comptabilité générale. Comme indiqué précédemment, l'implémentation de l'E.R.P. sur le module analytique est relancé en 2009.

## REPORTING FILIALES

Un reporting mensuel a été mis en place au niveau des filiales. Les informations des relations à la trésorerie sont remontées chaque semaine.

Un arrêté comptable trimestriel est demandé aux filiales. Le système de remontée d'information est fiable et permet de garantir le processus de consolidation et d'audit semestriel dans des conditions satisfaisantes.

### *3. Fonctionnement des organes de direction*

Le Conseil s'est réuni cinq fois du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2008. Durant l'année 2008, le Conseil d'Administration a été composé de Monsieur Fabrice de Montgolfier, Président Directeur Général nommé le 29 juin 2007, Monsieur Walter Bosco, Administrateur depuis le 27 juin 2006 et Monsieur Bertrand Siguier, Administrateur depuis le 8 juin 1978.

Deux Administrateurs Provisoires ont été nommés par le Tribunal de Commerce de Saint-Dié le 13 août 2008, avec pour mission de gérer et administrer la société GANTOIS.

L'Assemblée Générale du 30 décembre 2008 a nommé comme administrateurs Messieurs Bertrand Talabart, Onye Igwe, Walter Bosco, Royan Anthony, Marc Toillier et Hervé Gendrot. Il a également entériné la démission de Monsieur Bertrand Siguier de sa fonction d'administrateur et révoqué Monsieur de Montgolfier de son mandat d'administrateur.

Le Conseil d'Administration du même jour a nommé Monsieur Bertrand Talabart Président du Conseil d'Administration, a révoqué Monsieur de Montgolfier de son mandat de Directeur Général.

Monsieur Marc Toillier a été nommé Directeur Général et Monsieur Hervé Gendrot Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'Administration, suite aux résolutions adoptées par l'Assemblée Générale du 30 décembre 2008, est à présent composé de six administrateurs : Messieurs Bertrand Talabart, Onye Igwe, Walter Bosco, Royan Anthony, Marc Toillier et Hervé Gendrot.

Le Conseil d'Administration du 30 décembre 2008 a également constaté que la Société a retrouvé son autonomie et que la mission des Administrateurs Provisoires a donc pris fin.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'Actionnaires et au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration qui se réunit au minimum quatre fois par an détermine les orientations stratégiques de la société, veille à leur mise en œuvre et à préciser au Directeur Général les missions devant faire l'objet d'un rapport régulier au Conseil.

Le Directeur Général rend compte à tous les Administrateurs des principaux événements touchant la marche de l'entreprise. Aucun jeton de présence n'a été versé ces trois dernières années.

Principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toutes natures accordées aux mandataires sociaux :

Aucune rémunération n'est accordée aux mandataires sociaux.

#### **4. Code de gouvernance d'entreprise**

Le gouvernement d'entreprise repose essentiellement sur le Conseil d'Administration dont le fonctionnement a été rappelé ci-dessus.

#### **5. Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale**

Chaque actionnaire de la société GANTOIS, quel que soit le nombre de ses actions, peut participer et voter à l'Assemblée Générale. A chaque action est attaché un droit de vote simple ou double. Pour connaître toutes les modalités de participation à l'Assemblée Générale directe ou indirecte (vote par correspondance), il suffit de consulter le site internet, de se référer aux statuts ou de contacter directement la société.

#### **6. Mesures anti-OPA**

Aucune mesure spécifique anti-OPA n'a été élaborée par la société GANTOIS.

#### **7. Le suivi des filiales**

Progressivement, que ce soit pour les procédures comptables et financières, la gestion et la couverture des risques ainsi que le fonctionnement des organes de direction, les différentes entités du Groupe intègrent les procédures GANTOIS S.A.

Un reporting mensuel relatant les principaux indicateurs de performance de chaque filiale est remonté à la maison-mère.

Depuis début 2006, un reporting spécifique hebdomadaire a été mis en place pour assurer un suivi détaillé de trésorerie.

Les Conseils d'Administration ont été partiellement renouvelés en intégrant d'avantages de représentants de la maison-mère ou de l'actionnaire majoritaire.

#### **8. Plans d'actions 2009 en terme de contrôle interne**

- Au cours du premier semestre 2009, de nombreuses procédures de contrôle interne ont été renforcées afin de pallier aux conséquences de la conjoncture.
- La gestion des engagements a été renforcée.
- La procédure budgétaire développée dans tous les domaines d'activité.
- Les suivis de cash fiabilisés

L'analyse sectorielle des rentabilités sera achevée et une responsabilisation par centre de coût et de projet sera progressivement mise en place.

Pour atteindre ces objectifs, les effectifs du département contrôle de gestion ont été sensiblement augmentés.

#### **9. Relations avec les commissaires aux comptes**

Les comptes sociaux et consolidés font l'objet d'un audit complet au 31 décembre et d'une revue limitée au 30 juin. Des réunions de préparation et d'appréciation des principales évolutions du Groupe sont régulièrement organisées. Le budget des commissaires aux comptes, qui ont adapté leurs audits aux risques inhérents qu'ils ont identifiés, a été adapté à la situation particulière du Groupe.

**Bertrand TALABART**  
Président du Conseil

## DONNÉES BOURSIÈRES

Le cours le plus haut observé en 2008 est de 6,97 € ; le plus bas à 0,95 € atteint le 31 décembre 2008.

L'attention est attirée sur la faiblesse des échanges et sur la concentration de plus de 77,05 % des actions en une seule main.

## INTERVENTION DE LA SOCIÉTÉ SUR SES PROPRES ACTIONS

La Société n'a pas effectué d'opérations sur ses actions en 2008. Elle détient 6 615 actions sur les 2 029 674 actions.

## STRUCTURE ET INFORMATION CONCERNANT LE CAPITAL

La répartition du capital et des droits de vote de la Société est au 31 décembre 2008 la suivante :

ACTIONNAIRES	Actions		Droits de vote	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%
BAULDER II S.A.R.L.	1 955 637	77,05	1 955 637	76,85
Auto détention	6 615	0,26		
Comité d'entreprise	621	0,02	1 242	0,05
Public	543 795	21,43	543 795	21,37
Public nominatif	31 411	1,24	43 965	1,73
<b>TOTAL</b>	<b>2 538 079</b>	<b>100,00</b>	<b>2 544 639</b>	<b>100,00</b>

A la connaissance de la Société, aucun actionnaire ne détient plus de 5% du capital de celle-ci, à l'exception de la société BAULDER II S.A.R.L.

## PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

Les actifs du Fond Commun de Placement (FCP Rhino-Investissements) qui détenait la participation collective des salariés du Groupe au capital social ont été transférés au FCPE du CIC Asset Management «Fertile Équilibre», fond diversifié; code AMF 03923.

Le Comité Central d'Entreprise de GANTOIS S.A. détient 621 titres et 1242 droits de vote.

## DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

La Société n'a pas distribué de dividendes au cours des trois derniers exercices (2006-2008) et il n'est pas prévu d'en verser au titre de l'exercice 2008.

Le paiement de dividendes dépendra principalement des résultats dégagés par la Société, de l'évolution de sa situation financière, de sa politique d'investissement et de la réduction de son endettement.

Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'État à l'issue d'un délai cinq ans à compter de leur mise en paiement.

## RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Les activités de la société relèvent des régimes classiques de déclarations et d'autorisations préalables d'exploitation. Aucun de nos sites du Groupe n'est soumis à la réglementation des risques industriels majeurs, type Seveso.

La conformité réglementaire est gérée en continu au sein de chaque site de production. Tous nos sites industriels font l'objet des contrôles et vérifications périodiques réglementaires par un organisme agréé. Celui-ci contrôle nos appareils de levage et manutention, nos machines, nos installations électriques et nos appareils de pression, et les contrats d'entretien pour nos extincteurs et RIA (Robinetts d'Incendie Armés).

L'activité est faiblement génératrice de nuisances par rapport à l'environnement mais le Groupe a décidé d'engager des actions de prévention en rapport avec le référentiel ISO 14000, notamment en matière de rejets (eaux issues du process, traitées avant rejet, suppression de substances/solvants appauvrissant la couche d'ozone). En conséquence le Groupe GANTOIS S.A. n'a pas émis de rapport environnemental séparé.

## RAPPORT SUR LES RISQUES & LEUR COUVERTURE (ASSURANCES)

La politique de couverture des différents risques est une politique Groupe GANTOIS qui globalise pour l'ensemble des filiales les principales couvertures, souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables.

Les polices d'assurances couvrent les risques identifiés pour les montants adaptés suivants :

- Responsabilité civile d'exploitation :  
couverture à concurrence de 8 M€ par sinistre
- Responsabilité civile après livraison :  
couverture à concurrence de 6 M€ par an
- Responsabilité civile décennale  
pour certaines activités liées au bâtiment
- Responsabilité civile des dirigeants :  
couverture à concurrence de 5 M€
- Assurance « Dommages aux biens » qui couvre les bâtiments, le matériel et les stocks ainsi que la perte d'exploitation :
  - ▶ Bâtiments à concurrence de la valeur vétusté déduite
  - ▶ Matériel à concurrence de la valeur vétusté déduite
  - ▶ Stocks à concurrence de la valeur de remplacement

Ces trois postes sont garantis à hauteur de 211 M€.

- Perte d'exploitation à concurrence de la marge brute de la société (hors Cie des Clôtures)

Une police couvre également les risques pollution pour le site de Fismes (51). Une police assurance-crédit pour couvrir les pertes sur créances irrécouvrables est souscrite dans le cadre du contrat d'affacturage pour les ventes effectuées en France métropolitaine. Une autre police assure également les ventes à l'export.

## RAPPORT SUR LES DISPONIBILITÉS ET L'ENDETTEMENT FINANCIER

Les disponibilités actives du Groupe se montent à 7 163 k€ à fin 2008 contre 13 810 k€ en 2007.

Les disponibilités doivent servir à financer le besoin en fonds de roulement de la société.

L'endettement financier et assimilé net du Groupe (dettes financières + dettes non courantes) s'élève au 31 décembre 2008 à 39 036 k€, contre 34 068 k€ en 2007 (voir le détail dans la note « emprunts et dettes financières »), ainsi que l'ensemble des éléments du passif RJ du Groupe.

En prenant en compte les postes de l'actif « valeurs mobilières de placement » et « disponibilités », l'endettement net financier et assimilé (prenant en compte le passif RJ non courant du Groupe) s'élève à 31 873 k€ contre 20 258 k€ fin 2007.

Toutefois il est rappelé ici qu'un apport complémentaire en compte courant de 4 M€ a été versé à GANTOIS par l'actionnaire principal BAULDER, au quatrième trimestre 2008. Cet apport est inclus dans l'endettement financier de la société déterminé ici.

De même, la simple incidence de l'actualisation de la dette RJ représente une augmentation de 2 M€ sur la dette résiduelle au 31.12.2008.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Cette note présente les informations sur l'exposition du Groupe aux risques financiers. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au conseil d'administration de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe.

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions du marché et les activités du Groupe.

## 1-1. Gestion du risque financier

### • Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placements.

### Créances clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est principalement influencée par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays est sans influence réelle sur le risque de crédit. Il n'y a pas de concentration du risque de crédit au niveau géographique dans des zones considérées à risques ou sur des clients spécifiques.

Le Groupe a défini une politique de gestion du risque client au terme de laquelle la solvabilité de chaque nouveau client fait l'objet d'une analyse individuelle avant qu'il puisse bénéficier des conditions de paiement et de livraison usuelles du Groupe. Pour ce faire, le Groupe a recours à des notations externes. Des limites aux prises de commandes sont fixées pour chaque client au delà desquelles un accord préalable adéquat est nécessaire est requis.

Les ventes de biens sont assorties d'une clause de réserve de propriété, afin qu'en cas d'impayé, le Groupe dispose d'une sûreté. La clause de réserve de propriété n'a été activée que pour des montants non significatifs au cours de l'exercice. Le délai de paiement moyen octroyé dans le cadre des conditions générales de vente est de 60 jours fin de mois.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes éventuelles encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Cette dépréciation correspond à des risques significatifs individualisés et à une approche statistique reposant sur des données historiques (Voir note 6.10).

### Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit en investissant uniquement dans des SICAV monétaires ou des dépôts à terme ne présentant pas de risque financier significatif. Ces placements ont été consentis auprès d'organismes de crédits français bénéficiant d'une notoriété reconnue sur le marché.

### Garanties

Aucune garantie financière particulière n'a été accordée par le Groupe au 31.12.2008.

### • Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possi-

ble qu'il disposera des liquidités suffisantes pour honorer ses passifs. Compte tenu de la situation particulière du Groupe GANTOIS, ce risque est principalement dépendant des éléments suivants :

- Réalisation des remboursements planifiés dans le cadre du plan de RJ ;
- Utilisation du factoring dans le cadre d'une politique de mobilisation de créances ;
- Réalisation d'actifs dans le cadre de la stratégie de restructuration du Groupe ;
- Politique d'optimisation du besoin en fonds de roulement ;
- Etude du coût d'opportunité de tout nouvel investissement ;
- Collaboration active avec les organes de la procédure collective.

La note 9.14 de l'annexe rappelle les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers issus du RJ.

Le Groupe a mis en place un reporting régulier des positions de trésorerie au sein de l'ensemble des filiales.

### • Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix, tels que les cours de change, les taux d'intérêts affectent le résultat du Groupe ou la valeur des actifs détenus.

Le risque de marché est très limité au niveau du Groupe GANTOIS, l'ensemble des filiales hors Roumanie effectuant des transactions en Euros.

Les flux d'achats, portant notamment sur l'achat de matières premières en acier hors zone Euro, sont effectués en euros, selon une formule qui intègre la variation des devises des fournisseurs contre euro.

Ces achats sont par ailleurs approvisionnés au fur et à mesure des besoins, et ne sont pas effectués avec une politique de cours à terme sur ces matières premières. L'entreprise assure un suivi régulier du cours moyen d'achat en interne, avec suivi d'indices selon les catégories d'aciers achetés, et les répercute dans ses prix de revient et autant que possible dans ses tarifs.

### • Risque de change

Les flux de transactions en monnaie étrangère sont limités aux ventes réalisées par la filiale GANTOIS ROMANIA sur le marché roumain. Les flux acheteur avec cette filiale sont exprimés en euros.

Au vu de ces enjeux, l'entreprise n'a pas mis en place de politique de couverture contre les risques de change. L'impact de la variation des taux de change en 2008 comparé à 2007 sur la base des taux de change moyens respectifs de chacune des deux années est non significatif.

## • Risque de taux

L'exposition de l'entreprise à la variation des taux d'intérêts est limitée. D'une part, la majorité des dettes liées aux passifs RJ de GANTOIS ou de TISSMÉTAL ne supportent pas d'intérêts.

Enfin, les engagements du Groupe en terme crédits baux ne sont pas significatifs.

## • Gestion du capital

Le capital de GANTOIS S.A. est détenu à près de 77,05% par l'actionnaire majoritaire SISU via la société BAULDER II et 22,67% sont détenus par le public dans le cadre de la cotation sur Euronext.

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence particulière concernant son capital.

### 1-2. Capital social

Au 31 décembre 2008, le capital social était composé de 2 538 079 actions dont 13 165 actions à droit de vote double. Toutes les actions émises ont été libérées entièrement.

La société détient 6 615 actions propres représentant un nominal de 1 086 k€ brut dépréciées à hauteur de 99%. Ces actions propres sont reclassées en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

### 1-3. Emprunts

Les emprunts du Groupe sont essentiellement figés dans le cadre de la dette RJ. La note 9.14 de l'annexe présente les termes et échéanciers de remboursement de la dette RJ. Les emprunts qui avaient été contractés étaient tous en euros. La note 9.13 de l'annexe présente également une information sur la nature des emprunts du Groupe au 31 décembre 2008. Le montant des engagements financiers restant à honorer dans le cadre de la souscription de contrat de location ou de crédit-baux n'est pas significatif au 31 décembre 2008.

Évolution récente des effectifs de la maison mère au 31/12	2008	2007	2006	2005
Ouvriers	282	280	322	338
ETAM	168	138	167	205
Cadres	61	57	65	55
<b>TOTAL</b>	<b>511</b>	<b>475</b>	<b>554</b>	<b>598</b>

En France, les effectifs 2008 augmentent suite à l'intégration de TISSMÉTAL et des embauches et ce malgré l'impact de la fin du plan social lancé en 2007 (125 départs).

En 2008, la négociation annuelle salariale a abouti à un accord d'entreprise avec des hausses salariales compensant au-delà de l'impact de l'inflation. Suite aux départs relatifs aux plans sociaux, des recrutements ont été nécessaires pour renforcer les compétences, et en particulier renouveler l'équipe de

## RAPPORT SOCIAL

Les effectifs moyens consolidés du Groupe se présentent comme suit :

Catégories	2008	2007	Variations
Ouvriers	609	596	2,2%
ETAM	196	169	16,0%
Cadres	88	87	1,1%
<b>TOTAL</b>	<b>893</b>	<b>852</b>	<b>4,8%</b>

Zone Géographique	2008	2007	Évolutions
France	583	559	4,3%
Europe autres	310	293	5,8%
Reste du monde	0	0	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>893</b>	<b>852</b>	<b>4,8%</b>

En Roumanie, la croissance de l'activité pour la sous-traitance automobile explique la hausse des effectifs.

direction. Le plan de formation de l'année s'est concentré d'une part sur l'accompagnement de la mise en place du nouveau logiciel de gestion de l'entreprise, et d'autre part, le renforcement des compétences techniques dans le domaine industriel.

## MANDATAIRES SOCIAUX

### 1. Liste des mandats des mandataires sociaux et modifications intervenues au sein des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle

Durant l'année 2008, le Conseil d'Administration a été composé de Monsieur Fabrice de Montgolfier, Président Directeur Général nommé le 29 juin 2007, Monsieur Walter Bosco, Administrateur depuis le 27 juin 2006 et Monsieur Bertrand Siguier, Administrateur depuis le 8 juin 1978.

Le Conseil d'Administration du 30 décembre 2008 a nommé comme administrateurs Messieurs Bertrand Talabart, Onye Igwe, Walter Bosco, Royan Anthony, Marc Toillier et Hervé Gendrot. Il a également entériné la démission de Monsieur Bertrand Siguier de sa fonction d'administrateur. Ce même Conseil a nommé Monsieur Bertrand Talabart Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Marc Toillier a été nommé Directeur Général et Monsieur Hervé Gendrot Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'Administration, suite aux résolutions adoptées par l'Assemblée Générale du 30 décembre 2008, est à présent composé de six administrateurs : Messieurs Bertrand Talabart, Onye Igwe, Walter Bosco, Royan Anthony, Marc Toillier et Hervé Gendrot.

Le Conseil d'Administration du 30 décembre 2008 a également constaté que la Société a retrouvé son autonomie et que la mission des Administrateurs Provisoires a donc pris fin.

En application de l'article L 225-102-1 du Code Commerce, les renseignements relatifs à chaque mandataire social sont portés à la connaissance des actionnaires ci-après.

Les membres du conseil d'administration de la société au 31 décembre 2008 étaient les suivants (il est précisé la date de démission le cas échéant)

Mandataire	Fonction	Autres mandats
<p><b>M. FABRICE DE MONTGOLFIER</b> 15, rue Charlotte Jousse 57000 METZ</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> 445,51 k€ via la SARL F2M suivant convention réglementée actée entre GANTOIS S.A. et SARL F2M</p>	<p>Nommé en qualité de Directeur Général le 11 avril 2007 Nommé en qualité de Président Directeur Général le 29 juin 2007 Révoqué par l'Assemblée Générale du 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gérant de F2M Conseil</li> <li>■ Président de F2M Participations</li> <li>■ Administrateur de SFF (Luxembourg)</li> </ul>
<p><b>M. BERTRAND SIGUIER</b> 191, rue de l'Université 75007 PARIS</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> 8 juin 1978</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Administrateur Démissionnaire en date du 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Membre du Directoire de PUBLICIS Groupe</li> <li>■ Administrateur de PUBLICIS Technology S.A.</li> <li>■ Directeur de PUBLICIS Canada (Inc), (Canada) PUBLICIS Sp. Z.o.o, (Pologne) PUBLICIS Comunicacion Espana S.A., (Espagne) PUBLICIS Communications, (Japon)</li> </ul>

Mandataire	Fonction	Autres mandats
<p><b>M. BERTRAND TALABART</b> SISU Capital</p> <p>11-12 Hanover Street Londres W1S 1YQ / Royaume-Uni</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> Assemblée Générale du 30 décembre 2008</p> <p><b>DATE DE RENOUELEMENT :</b> Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Président du Conseil d'administration et administrateur depuis le 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Directeur de Cyrkonio Sp.z.o.o, (Pologne)</li> <li>■ Membre du Conseil de Surveillance de Airinotec GmbH, (Allemagne)</li> <li>■ Président de Outiror Trading SAS, (France)</li> <li>■ Président de Cedar Tree Holdings, (France)</li> </ul>
<p><b>M. WALTER BOSCO</b> SISU Capital</p> <p>11-12 Hanover Street Londres W1S 1YQ / Royaume-Uni</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> Cooptation le 27 juin 2006 ratifiée par l'Assemblée Générale mixte du 27 juin 2006</p> <p><b>DATE DE RENOUELEMENT :</b> Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011.</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Administrateur depuis le 27 juin 2006</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Président de Espace Trading SAS, (France)</li> </ul>
<p><b>M. MARC TOILLIER</b> 14, rue Lagille 75018 PARIS</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> Assemblée Générale du 30 décembre 2008</p> <p><b>DATE DE RENOUELEMENT :</b> Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Administrateur depuis le 30 décembre 2008</p> <p>Directeur Général depuis le 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Représentant permanent de GANTOIS au Conseil d'Administration de Gervois, Performat, Compagnie des Clôtures, Gantois Belgium, SCI Le Val Clair, SAIG</li> <li>■ Gérant de ProSed consulting SARL</li> </ul>

Mandataire	Fonction	Autres mandats
<p><b>M. HERVÉ GENDROT</b> 26, rue de Vauboyen 91570 BIEVRES</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> Assemblée Générale du 30 décembre 2008</p> <p><b>DATE DE RENOUELEMENT :</b> Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Administrateur depuis le 30 décembre 2008</p> <p>Directeur Général Délégué depuis le 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Président Directeur Général de Gervois</li> <li>■ Administrateur de Perfomat</li> <li>■ Président de SAIG</li> <li>■ Gérant de la SCI L'Arondelle</li> <li>■ Président Directeur Général de Metalweave / États-Unis</li> <li>■ Gérant de Arcanthis Capital</li> </ul>
<p><b>M. ONYCHINAEDU IGWE</b> SISU Capital</p> <p>11-12 Hanover Street Londres W1S 1YQ / Royaume-Uni</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> Assemblée Générale du 30 décembre 2008</p> <p><b>DATE DE RENOUELEMENT :</b> Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Administrateur depuis le 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Président de L.E. Invest SAS, France</li> <li>■ Président de Champs Elysées Investors SAS, France</li> </ul>
<p><b>M. ROYAN ANTHONY</b> Oak House, Churton Road Farndon, Cheshire CH3 6QP Royaume-Uni</p> <p><b>DATE DE PREMIÈRE NOMINATION :</b> Assemblée Générale du 30 décembre 2008</p> <p><b>DATE DE RENOUELEMENT :</b> Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013</p> <p><b>RÉMUNÉRATION 2008 :</b> Néant</p>	<p>Administrateur depuis le 30 décembre 2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Directeur non-exécutif de Industry Forum</li> <li>■ Directeur non-exécutif de Nurock Limited</li> </ul>

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ GANTOIS S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires  
**GANTOIS S.A.**  
25, rue des Quatre Frères Mougeotte  
88105 S<sup>t</sup>-Dié-Des-Vosges

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Gantois SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion de risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- De vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- Et d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- Prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- Prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- Déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### **AUTRES INFORMATIONS**

Nous attestons que le rapport du Président comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Strasbourg et St-Dié, le 15 juin 2009

### **Les commissaires aux comptes**

**PricewaterhouseCoopers Audit**

2, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG



**Sylvain Mayeur**

**AGS**

12, rue Emile Durkheim  
Hellieule 2 - BP 5165  
88105 ST-DIÉ-DES-VOSGES



**Daniel Grandemange**

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2008 (ACTIF)

En k€, IFRS	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Immobilisations corporelles	6.5 et 9.1	15 685	16 854
Immobilisations incorporelles	6.6 et 9.2	1 649	1 381
Ecart d'acquisition	6.4 et 9.3	-	-
Entreprises associées (M.E.E.)	6.7 et 9.4	320	333
Impôts différés	6.19 et 9.5	-	-
Autres actifs financiers non courants	6.8 et 9.6	275	180
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>17 929</b>	<b>18 748</b>
Stocks	6.9 et 9.7	18 939	20 362
Clients et autres débiteurs	6.10 et 9.8	25 770	26 846
Paiements d'avance	9.8 et 9.9	919	1 054
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.11 et 9.10	7 163	13 810
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>52 791</b>	<b>62 072</b>
Actifs non courants détenus en vue de la vente	6.12 et 9.11	2 383	2 615
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>73 103</b>	<b>83 435</b>

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2008 (PASSIF)

En k€, IFRS	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2007
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social émis		3 046	3 046
Primes d'émission		22 045	22 045
Actions propres		-27	-34
Écarts de conversion		382	55
Résultats accumulés non distribués		-12 354	-4 314
<i>Dont résultat de la période</i>		-8 430	-8 523
<b>CAPITAUX PROPRES, PART DU GROUPE</b>		<b>13 092</b>	<b>20 798</b>
Intérêts minoritaires		15	14
<i>Dont réserves des minoritaires</i>		14	13
<i>Dont résultat des minoritaires</i>		1	1
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>13 106</b>	<b>20 812</b>
	<b>6.13 ET 9.12</b>		
Emprunts à plus d'un an	6.14 et 9.13	11 707	7 871
Autres passifs non courants	6.15 et 9.14	12 315	12 352
Provisions non courantes	6.16 et 9.15	4 256	4 546
Passif d'impôts différés	6.19 et 9.5	157	173
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>28 436</b>	<b>24 942</b>
Avances et acomptes reçus	9.14	59	675
Fournisseurs et autres créditeurs	9.14	12 897	14 772
Emprunts & dettes financières < 1 an	9.13	15 014	13 845
Impôt courant		-	-
Provisions courantes	6.16 et 9.15	3 591	8 389
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>31 560</b>	<b>37 681</b>
Passifs liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-
<b>TOTAL DU PASSIF &amp; DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>73 103</b>	<b>83 435</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2008

En k€, IFRS	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Chiffre d'affaires de l'activité		76 164	87 482
Revenus locatifs		163	152
<b>PRODUITS ISSUS DE L'ACTIVITÉ</b>	<b>6.20 et 10.1</b>	<b>76 327</b>	<b>87 634</b>
Achats consommés		-32 795	-31 882
Variation des produits en-cours et des produits finis		-1 203	-5 668
Charges de personnel	10.2	-26 356	-28 966
Charges externes		-15 290	-16 928
Impôts et taxes		-2 079	-2 917
Dotations aux amortissements et provisions		-5 884	-6 262
Autres produits et charges d'exploitation	10.3	1 425	4 147
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>-4 693</b>	<b>-10 125</b>
Autres produits et charges opérationnels	10.4	1 162	-9 283
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>-4 693</b>	<b>-10 125</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		83	323
Coût de l'endettement financier brut		-847	-668
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>-764</b>	<b>-344</b>
Autres produits et charges financiers	10.5	-2 721	-367
<b>CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔT</b>	<b>10.6</b>	<b>-7</b>	<b>21</b>
<b>QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE</b>	<b>6.7 et 9.4</b>	<b>-13</b>	<b>-14</b>
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POURSUIVIES DE L'EXERCICE</b>		<b>-8 198</b>	<b>-10 828</b>
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en-cours de cessions	6.12 et 9.11	-231	2 305
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>-8 429</b>	<b>-8 522</b>
<i>Part du Groupe</i>		-8 430	-8 523
<i>Intérêts minoritaires</i>		1	1
Résultats net par actions (en euros)		-3,32	-3,36
Résultat net dilué par action (en euros)		-3,32	-3,36

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En k€, IFRS	31 décembre 2008	31 décembre 2007
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS A L'ACTIVITÉ</b>		
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>(8 429)</b>	<b>(8 522)</b>
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
<i>Amortissements et provisions</i>	390	10 673
<i>Variation des impôts différés</i>	16	6
<i>Plus-values de cession, nettes d'impôt</i>	(14)	(149)
<b>MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>(8 036)</b>	<b>2 008</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS SANS EFFETS SUR LES FLUX D'EXPLOITATION</b>	<b>2 276</b>	<b>157</b>
Variation des stocks	(168)	530
Variation des créances liées à l'activité hors factoring	2 535	1 748
Variation des créances cédées au factor	(1 369)	(801)
Variation des dettes liées à l'activité hors factoring	(3 831)	(399)
Variation des dettes envers le factor	(306)	(572)
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ</b>	<b>(3 138)</b>	<b>506</b>
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>(8 899)</b>	<b>2 671</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations	(2 127)	(4 025)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	37	3 491
Incidence des variations de périmètre	-	-
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(2 090)</b>	<b>(534)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Augmentations de capital en numéraire	-	610
Emissions d'emprunts	4 000	-
Remboursements d'emprunts	(794)	(2 018)
Variation ligne financement factor	1 135	(675)
Autres mouvements divers de financement sur capitaux propres	-	2 207
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 341</b>	<b>124</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>(6 647)</b>	<b>2 261</b>
Trésorerie d'ouverture	13 810	11 549
Trésorerie de clôture	7 163	13 810
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>(6 647)</b>	<b>2 261</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

Montants en k€ Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres				Total des capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
					Écarts de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Autres variations	Total autres			
<b>EXERCICE 31 DÉCEMBRE 2006</b>	<b>2 436</b>	<b>19 838</b>	<b>4 949</b>	<b>(1 037)</b>	<b>23</b>	<b>(34)</b>	<b>-</b>	<b>(11)</b>	<b>26 175</b>	<b>77</b>	<b>26 253</b>
Affectation du résultat 2006			(1 040)	1 037	1		1		-	3	3
Résultat de l'exercice 2007			(9)	(8 523)	46				(8 486)	1	(8 485)
Variations du capital de l'entreprise consolidante	610	2 207							2 817		2 817
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle									-		-
Incidence des réévaluations									-		-
Variation des écarts de conversion					(15)				(15)		(15)
Changements de méthodes comptables									-		-
Autres Fonds Propres			308				(1)		307	(68)	239
<b>EXERCICE 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>3 046</b>	<b>22 045</b>	<b>4 209</b>	<b>(8 523)</b>	<b>55</b>	<b>(34)</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>20 798</b>	<b>14</b>	<b>20 812</b>
Affectation du résultat 2007			(8 523)	8 523					-	1	-
Résultat de l'exercice 2008				(8 430)					(8 430)	1	(8 429)
Variations du capital de l'entreprise consolidante									-		-
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle						7		7	7		7
Incidence des réévaluations									-		-
Variation des écarts de conversion					327			327	327		327
Changements de méthodes comptables									-		-
Autres Fonds Propres			390						390		390
<b>EXERCICE 31 DÉCEMBRE 2008</b>	<b>3 046</b>	<b>22 045</b>	<b>(3 924)</b>	<b>(8 430)</b>	<b>382</b>	<b>(27)</b>	<b>-</b>	<b>355</b>	<b>13 092</b>	<b>15</b>	<b>13 106</b>

## NOTE ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Entité présentant les états financiers .....	26	8. Instruments financiers et gestion des risques .....	34
2. Base de préparation .....	26	8-1. Gestion du risque financier .....	35
2-1. Monnaie fonctionnelle et de présentation .....	26	8-2. Capital social .....	36
2-2. Recours à des estimations et aux jugements .....	26	8-3. Emprunts .....	36
3. Comparabilité des comptes .....	27	8-4. Juste valeur .....	36
4. Faits caractéristiques .....	27	9. Informations relatives au bilan consolidé .....	37
5. Principe de consolidation .....	27	9-1. Immobilisations corporelles .....	37
5-1. Modalités de consolidation .....	27	9-2. Immobilisations incorporelles .....	38
5-2. Périmètre de consolidation .....	28	9-3. Écart d'acquisition .....	39
6. Règles et méthodes comptables .....	29	9-4. Entreprises associées .....	39
6-1. Date de clôture .....	29	9-5. Impôts différés .....	40
6-2. Élimination des opérations intra-Groupe .....	29	9-6. Autres actifs financiers non courants .....	40
6-3. Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères .....	29	9-7. Stocks .....	40
6-4. Écarts d'acquisition .....	29	9-8. Clients et autres débiteurs .....	41
6-5. Immobilisations corporelles .....	29	9-9. Paiements d'avance .....	43
6-6. Immobilisations incorporelles .....	30	9-10. Trésorerie et équivalent de trésorerie .....	43
6-7. Entreprises associées .....	31	9-11. Actifs non courants détenus en vue de la vente .....	43
6-8. Autres actifs « financiers » non courants .....	31	9-12. Capital émis .....	44
6-9. Stocks et en-cours de production .....	31	9-13. Emprunts et dettes financières .....	44
6-10. Clients et autres débiteurs courants .....	31	9-14. Autres passifs .....	45
6-11. Trésorerie et équivalents de trésorerie - Instruments financiers .....	31	9-15. Provisions .....	46
6-12. Actifs non courants détenus en vue de la vente .....	31	10. Informations relatives au comptes de résultats consolidé .....	47
6-13. Capital .....	32	10-1. Ventilation du chiffre d'affaires de l'activité .....	47
6-14. Prêts et emprunts portant intérêts .....	32	10-2. Charges de personnel .....	47
6-15. Autres passifs non courants .....	32	10-3. Autres produits et charges d'exploitation .....	48
6-16. Provisions .....	32	10-4. Autres produits et charges opérationnels .....	48
6-17. Contrats de location .....	33	10-5. Autres produits et charges financières .....	49
6-18. Intégration fiscale .....	33	10-6. Impôts sur le résultat .....	49
6-19. Impôts différés .....	33	11. Autres informations .....	49
6-20. Produits des activités ordinaires .....	33	11-1. Parties liées .....	49
7. Information sectorielle .....	33	11-2. Rémunérations versées aux organes d'administration .....	49
		11-3. Engagements hors bilan .....	50
		11-4. Honoraires des Commissaires aux Comptes .....	50
		11-5. Événements post-clôture .....	50

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2008, EN NORMES IFRS (en milliers d'euros, sauf mention contraire)

### 1. Entité présentant les états financiers

La société GANTOIS S.A. est une entreprise qui est domiciliée en France. Le siège social de la Société est situé à S<sup>t</sup>-Dié-des-Vosges (88100), 25, rue des 4 Frères Mougeotte.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe » et chacune individuellement comme « les entités du Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

GANTOIS S.A. et ses filiales constituent un Groupe français spécialiste du métal tissé, grillagé et perforé. Depuis plus d'un siècle, il a développé un savoir-faire et des positions de marché majeures en France et en Europe dans le travail des métaux (fils, toiles, tôles, grillages, meubles métalliques, équipements, façonnage, etc...).

### 2. Base de préparation

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil Européen adopté le 19 juillet 2002, le Groupe GANTOIS présente ci-après les comptes annuels au 31 décembre 2008 sous le référentiel IFRS.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes consolidés qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Ces normes ont été appliquées à chacune des sociétés du Groupe intégrées en totalité dans les comptes consolidés.

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments suivants :

- les actifs financiers disponibles à la vente, évalués au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente ;

De façon succincte, la présentation des comptes et des capitaux propres aux normes IFRS est principalement influencée par l'application des normes suivantes :

Norme	Commentaires
IFRS 5	Actifs et passifs destinés à être cédés et abandons d'activité.
IFRS 7	Mesure et gestion de l'exposition aux risques liés à l'utilisation des instruments financiers.
IAS 16 et 36	Immobilisations corporelles, notamment sous l'effet du retraitement des durées de vie économiques des immobilisations industrielles et des constructions, et dépréciation des actifs.
IAS 32	Evaluation à la juste valeur des actifs et passifs non courants, du fait de l'actualisation des passifs RJ de GANTOIS.
IAS 39	Retraitement de l'affacturage comme source de financement.

Le Groupe GANTOIS n'a pas appliqué de normes, amendements de normes ou interprétations non entrées en vigueur par anticipation.

### 2-1. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

### 2-2. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures affectées.

Plus spécifiquement, les informations principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et les jugements exercés pour appliquer les méthodes comptables, qui ont un impact significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers, sont incluses dans les notes suivantes :

- Note 6.5 Amortissements ;
- Note 6.9 Dépréciation des stocks ;
- Note 6.10 Dépréciation des créances ;
- Note 6.19 & 9.5 Recouvrabilité des impôts différés actifs.
- Note 6.12 & 9.11 Actifs non courant destinés à la vente ;
- Note 6.16 & 9.15 Provisions ;

### 3. Comparabilité des comptes

Faisant suite à la mise en place du système informatique et dans un souci d'amélioration de l'information financière, la société GANTOIS S.A. a procédé à un changement de méthode de valorisation des stocks au 30 juin 2008 passant de la méthode du «premier entré - premier sorti» à la méthode du «prix moyen pondéré». L'impact de ce changement de méthode sur la valorisation des stocks s'élève à +74 k€ et a été comptabilisé en résultat au 30 juin 2008 compte tenu de la non disponibilité de l'information au 1er janvier 2008.

### 4. Faits caractéristiques

Le Groupe a poursuivi activement la transformation de ses activités, privilégiant les secteurs à forte valeur ajoutée mais a dû faire face à une conjoncture difficile sur le plan de l'activité industrielle sur le dernier trimestre 2008.

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique a freiné la mise en oeuvre du processus de redressement du Groupe GANTOIS.

Le résultat opérationnel du Groupe Gantois au 31 décembre 2008 est en amélioration après les mesures de réorganisation engagées au cours des exercices précédents et qui se sont finalisées sur l'exercice. Cependant le poids de la dette issue du redressement judiciaire pèse sur la structure financière du groupe et rend difficile le renouvellement des outils de production.

Des actions spécifiques sont menées pour réorganiser la filiale roumaine.

Les comptes sociaux et consolidés de GANTOIS S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été approuvés lors de l'Assemblée Générale du 30 décembre 2008.

Le Tribunal de Commerce de S'-Dié-des-Vosges a confirmé dans sa décision du 10 décembre 2008 le respect des engagements financiers de l'actionnaire majoritaire à l'occasion de l'adoption du plan de continuation. Un apport en compte courant d'actionnaire de 4 millions € a été effectué pour permettre à la société de faire face à ses besoins de trésorerie.

L'actionnaire majoritaire a réaffirmé poursuivre son soutien à Gantois afin d'assurer la pérennité du Groupe dès lors que les conditions de marché le permettront et que l'entreprise aura démontré sa capacité à retrouver sa rentabilité. Bien que freiné dans son plan de redressement par le contexte de crise actuel, le Groupe poursuit la mise en oeuvre de sa réorganisation pour faire face à une conjoncture 2009 qui s'annonce difficile.

En conséquence, la mission des administrateurs provisoires a pris fin à l'issue de l'Assemblée Générale du 30 décembre 2008 au cours de laquelle les actionnaires ont procédé à la recomposition du Conseil d'Administration de la société. Le nouveau Conseil a nommé un nouveau Président et la recomposition de l'équipe de direction générale.

### 5. Principe de consolidation

#### 5-1. Modalités de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2008. Toutes les participations significatives dans lesquelles GANTOIS assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

La société GANTOIS S.A. ne possède pas de filiale sur laquelle est exercé un contrôle conjoint.

Celles dans lesquelles GANTOIS exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20 % du capital sont mises en équivalence.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note 5.2 Périmètre de consolidation)

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- Éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

## 5-2. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de GANTOIS S.A. et de toutes ses filiales contrôlées et des sociétés sous influence notable.

- Sociétés incluses dans le périmètre de consolidation :

Les sociétés consolidées sont les suivantes :

Dénomination, siège social, numéro SIREN et code APE des sociétés consolidées	Méthode de consolidation(*)	% d'intérêt de la société consolidante	Date d'arrêté des comptes sociaux
GANTOIS S.A. 25, rue des 4 Frères Mougeotte 88100 SAINT-DIÉ-DES-VOSGES 505 680 298 00013 287 E	Société Mère	-	31.12.2008
COMPAGNIE DES CLÔTURES Z.I. de Mitry- Campans – 2, rue Copernic 77290 MITRY-MORY 572 058 154 00046 452 V	I.G.	99,930	31.12.2008
S.A. IMMOBILIÈRE GANTOIS 25, rue des 4 Frères Mougeotte 88100 SAINT-DIÉ-DES-VOSGES 505 880 013 00014 702 A	I.G.	99,375	31.12.2008
PERFOMAT Rue de l'Industrie 38420 DOMENE 312 147 853 00013 284 B	I.G.	100,000	31.12.2008
SCI L'ARONDELLE Rue de l'Industrie 38420 DOMENE 317 960 359 00014 702 C	I.G.	99,000	31.12.2008
JETCOUP 25, rue des 4 Frères Mougeotte 88100 SAINT-DIÉ-DES-VOSGES 387 833 577 00019 295 C	I.G.	100,000	31.12.2008
SCI LE VAL CLAIR 25, rue des 4 Frères Mougeotte 88100 SAINT-DIÉ-DES-VOSGES 389 471 293 00016 702 A	I.G.	100,000	31.12.2008
S.A. GERVOIS 15, rue du Général Leclerc 80580 PONT REMY 302 112 867 00023 287 N	I.G.	99,859	31.12.2008
GERLON 10, rue Frichot 80580 PONT REMY 349 008 284 00029 287 N	M.E.E.	34,000	31.12.2008
GANTOIS BELGIUM 21, rue du casino 4850 PLOMBIÈRES (Belgique) BE 0402.474.081	I.G.	100,000	31.12.2008
GANTOIS ROMANIA DN 59K8 - CHISODA (Roumanie) J35/1658/2003	I.G.	100,000	31.12.2008

## 6. Règles et méthodes comptables

L'entreprise a maintenu la permanence des méthodes à l'ensemble des opérations comptables.

Les principes et méthodes appliqués par le Groupe GANTOIS sont les suivants :

### 6-1. Date de clôture

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels au 31 décembre 2008. Toutes les sociétés consolidées ont effectué un exercice d'une durée de 12 mois.

### 6-2. Élimination des opérations intra-Groupe

Les soldes bilanciels et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains découlant des transactions avec les entreprises mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

### 6-3. Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les filiales de la société GANTOIS S.A. constituant des entreprises étrangères autonomes, leurs comptes ont été convertis selon la méthode du cours de clôture :

- Les postes du bilan sont convertis en Euros aux taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis aux taux moyen de l'exercice ;
- l'écart de conversion mis en évidence est inclus dans les capitaux propres consolidés au poste « écarts de conversion » et n'affecte pas le résultat

Pour les comptes des filiales étrangères, hors zone Euro, les états financiers ont été convertis en euros sur la base des taux de change fixés par l'administration pour l'évaluation au 31 décembre des avoirs et dettes en monnaies étrangères à la zone Euro (méthode du taux de clôture pour les postes du bilan et du taux moyen concernant le compte de résultat).

### 6-4. Écarts d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passif et passifs éventuels identifiables. Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont dépréciés.

### 6-5. Immobilisations corporelles

#### • Comptabilisation et évaluation

Une immobilisation corporelle est évaluée au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût d'un actif produit par le Groupe pour lui-même comprend le coût des matières premières, de la main d'œuvre directe, tout autre coût directement attribuable pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues. Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition ou la construction d'actifs qualifiés sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (composants majeurs).

Les profits et pertes sur cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession avec la valeur comptable de l'immobilisation et sont comptabilisés pour leur valeur nette, dans les « autres produits » du compte de résultat. Lorsque des actifs réévalués sont vendus, les montants inscrits en réserves de réévaluation sont transférés en résultats non distribués.

Le Groupe a appliqué l'approche économique et par composant de ses immobilisations principalement sur les bâtiments et constructions, ainsi que sur les installations techniques spécifiques au métier de GANTOIS.

Il s'ensuit les règles et méthodes comptables suivantes appliquées aux différentes natures d'immobilisations.

Filiale concernée	Devise, pour 1 €	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
METALWEAVE	USD	1,4721	1,4706	1,3917
ROMANIA	RON	3,6077	3,6840	4,0225

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport, ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 et ayant fait l'objet d'une réévaluation.

La production immobilisée, qui concerne uniquement la fabrication d'outillages internes, est valorisée :

- Au coût d'achat des matières consommées,
- Au coût complet des heures de production en utilisant le même taux horaire que pour la valorisation des stocks.

Selon le traitement de référence de la norme IAS 23, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Cette dernière a été révisée (entrant en vigueur au 01/01/09) et les coûts d'emprunts devront être prochainement capitalisés.

Les contrats de crédit-bail mobilier (de valeur significative) et immobilier donnent lieu à retraitement, de même que les locations financières avec option d'achat. Les immobilisations concernées sont évaluées à leur valeur vénale à la date de départ des contrats (valeur dans les livres des bailleurs).

#### • Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location et de leur durée d'utilité à moins que le Groupe ait une certitude raisonnable qu'il deviendra propriétaire à la fin du contrat de location.

Les terrains ne sont pas amortis.

L'approche par composant a abouti à prendre en compte les règles et durées d'amortissements suivantes :

- Pour les installations techniques, suite à une analyse des dossiers d'investissements et de leur évolution en relation avec les responsables du parc industriel, la société a défini l'approche la plus représentative des durées de vie réelles des équipements industriels et de leurs composants.
- Pour les constructions, une fois déterminées les valeurs brutes selon les affectations des bâtiments (industriels, entreposage ou de bureaux), il a été appliqué des modalités d'approche par composant généralement reconnues.

Détermination des durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement sont alors appliquées à chaque nature de composant selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée du composant.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

#### ■ Bâtiments & constructions :

Les bâtiments sont décomposés par éléments et généralement amortis selon les durées suivantes :

- ▶ Gros œuvre en dur : 40 ans
- ▶ Agencements extérieurs, voirie et réseaux divers : 40 ans
- ▶ Gros œuvre en préfabriqué : 30 ans
- ▶ Second œuvre : 25 ans
- ▶ Agencements intérieurs, installations : 15 ans
- ▶ Installations techniques : 20 ans

#### ■ Equipements industriels :

Quand l'équipement le justifie (métiers à tisser, lignes de perforation...) l'immobilisation est éclatée par composants généralement amortis selon les durées suivantes :

- ▶ Structure de l'équipement : 30 ans
- ▶ Composants mécaniques : 10 ans
- ▶ Composants électroniques et automatismes, commandes numériques : 10 ans
- ▶ Composants hydrauliques et pneumatiques : 7 ans

#### ■ Autres immobilisations corporelles :

Le matériel est généralement amorti selon les durées suivantes :

- ▶ Matériel informatique centralisé : 5 ans
- ▶ Matériel informatique individuel : 3 à 5 ans
- ▶ mobilier de bureau : 10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature qui conduirait à constater que les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

### 6-6. Immobilisations incorporelles

#### • Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations incorporelles qui représentent pour l'essentiel des logiciels acquis ou créés et des fonds de commerce, ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Les logiciels sont comptabilisés au poste « concessions, brevets, licences... ».

#### • Amortissements

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- |                       |                            |
|-----------------------|----------------------------|
| ■ Fonds de commerce   | 5 ans                      |
| ■ Logiciels           | 1 à 6 ans                  |
| ■ Ecart d'acquisition | selon test de dépréciation |

#### 6-7. Entreprises associées

Les titres de participation et les créances rattachées, détenus par les sociétés du périmètre, sont annulés. La mise en équivalence concerne uniquement la société GERLON.

#### 6-8. Autres actifs « financiers » non courants

Un actif financier est examiné à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de perte de valeur. Le Groupe considère qu'un actif financier est déprécié s'il existe des indications objectives qu'un ou plusieurs événements ont eu un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif.

Ce poste comprend essentiellement des dépôts et cautionnements versés.

Les titres non consolidés METALWEAVE sont comptabilisés dans ce poste mais ont été ramenés à une valeur comptable nulle.

#### 6-9. Stocks et en-cours de production

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Faisant suite à la mise en place du nouveau système informatique et dans un souci d'amélioration de l'information financière, la société GANTOIS S.A. a procédé à un changement de méthode de valorisation des stocks au 30 juin 2008 passant de la méthode du « premier entré - premier sorti » à la méthode du « prix moyen pondéré ». L'impact de ce changement de méthode au 30 juin 2008 sur la valorisation des stocks s'élève à +74 k€.

Le coût des stocks au 31 décembre 2008 est déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks, les coûts de production ou de transformation et les autres coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Les stocks d'en-cours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production (hors frais financiers) incluant le coût matières et le coût main d'œuvre. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'acquisition diminué de l'escompte fournisseur obtenu s'il y a lieu, selon la méthode premier entré/premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée en cas de rotation lente (30 à 95 % de la valeur correspondante) Une provision pour dépréciation des stocks est constatée si la valeur nette de réalisation est inférieure au coût.

#### 6-10. Clients et autres débiteurs courants

Les créances clients sont évaluées initialement à la juste valeur (correspondant au montant initial des factures) puis ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des pertes de valeur.

Les créances cédées à une société d'affacturage sont retraitées (société concernée : Société GANTOIS S.A.). Les créances cédées au factor à la clôture sont retraitées en créances clients pour le montant cédé en contrepartie des dettes financières à court terme et les autres débiteurs pour le montant des réserves de fonds de garantie.

Les créances dont le recouvrement est confié à un organisme extérieur de recouvrement ou pour lesquelles une procédure est en cours sont provisionnées suivant leur ancienneté. Les créances sur clients en redressement judiciaire sont provisionnées à 90 %. En cas de liquidation judiciaire, la provision est de 100 %. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

#### 6-11. Trésorerie et équivalents de trésorerie - Instruments financiers

La trésorerie et les dépôts à terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 3 mois. Les dépôts à court terme sont constitués de SICAV de trésorerie. La valeur comptable des valeurs mobilières de placement est comparée à leur valeur boursière, les moins-values ou plus-values latentes sont constatées en résultat financier. Le Groupe n'utilise aucun support de placement pouvant présenter des composantes de risque de perte de valeur, d'options ou d'instruments dérivés pouvant justifier une actualisation en juste valeur.

#### 6-12. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou Groupe d'actifs et passifs destiné à être cédé) dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés comme actifs détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classification comme détenus en vue de la vente, les actifs (ou les composants du Groupe destiné à être cédé) sont évalués selon les principes comptables du Groupe. Ensuite, les actifs (ou Groupe destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Toute perte de valeur au titre d'un Groupe destiné à être cédé est affecté d'abord au goodwill, puis aux autres actifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois

des stocks, des actifs financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs générés par des avantages du personnel, des immeubles de placement et des actifs biologiques qui continuent d'être évalués selon les principes comptables du Groupe qui leur sont applicables. Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou Groupe d'actifs et passifs destinés à être cédé) comme détenu en vue de la vente ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisés en résultat. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

## 6-13. Capital

Les actions propres sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats nets de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

## 6-14. Prêts et emprunts portant intérêts

Tous les prêts et emprunts sont initialement enregistrés au coût, qui correspond à la juste valeur du montant reçu, net des coûts liés à l'emprunt. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 6-15. Autres passifs non courants

Les dettes financières et d'exploitation comprennent des montants significatifs issues des passifs constitués lors des déclarations de redressement judiciaire de GANTOIS S.A., augmentées le cas échéant des avances de trésorerie effectuées par l'Association de Garantie des Salaires pour mener à bien les plans de restructuration. Dans la mesure où ces dettes seront remboursées sur des périodes de dix ans, leur partie à plus d'un an a été actualisée à la juste valeur en fonction des échéances de remboursement connues (dates et montants) prenant en compte :

- Les modalités définies de remboursement des passifs ;
- Le taux moyen du marché monétaire qui correspond le mieux à cette durée.

## 6-16. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat net de tout remboursement.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme une charge d'intérêt.

Sur les différentes périodes retraitées et présentées dans ce document, l'essentiel des provisions non courantes est constitué des engagements du Groupe liés aux indemnités de départ à la retraite en France, actualisées par les hypothèses retenues.

### • Provisions pour risque et charges

Compte tenu de l'activité du Groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Les provisions ont été évaluées individuellement en fonction de la meilleure estimation possible du risque.

Une provision au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) est comptabilisée.

### • Provisions au titre des avantages envers le personnel

#### Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont dues. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où cela conduira à un remboursement en trésorerie ou à une diminution des paiements futurs.

Il n'existe pas de régime à cotisations définies au sein du Groupe GANTOIS en dehors du régime général obligatoire de retraite.

#### Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies.

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures ; ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. Les coûts des services passés non comptabilisés et la juste valeur des actifs du régime sont ensuite déduits.

Les calculs sont effectués tous les ans par un actuairé qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Au 31 décembre 2008, ces engagements correspondent uniquement aux engagements de l'entreprise au titre des indemnités de départ à la retraite pour les sociétés françaises.

Ces engagements reflètent les obligations découlant des conventions collectives auxquelles sont soumises les différentes sociétés. Les calculs intègrent :

- Une hypothèse de départ volontaire en retraite à 60 ans pour le personnel mensuel et 63 ans pour les cadres à l'initiative du salarié ;
- Un taux de turnover ;
- Un taux d'actualisation financière ;
- Un taux d'augmentation des salaires.

Pour les sociétés étrangères, il n'existe pas d'engagement de ce type en Roumanie et le montant de l'engagement pour la Belgique n'est pas significatif.

#### **Autres avantages à long terme du personnel**

L'obligation nette du Groupe au titre des avantages à long terme autres que les régimes de retraite, est égale à la valeur des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Pour les sociétés françaises, il existe un droit individuel à la formation (DIF) pour chaque salarié.

L'engagement au titre du DIF a été enregistré selon les modalités présentées dans la note 9-15 de l'annexe.

#### **6-17. Contrats de location**

Les contrats de location-financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat. Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

#### **6-18. Intégration fiscale**

GANTOIS S.A. a constitué un Groupe intégré fiscalement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Les filiales incluses sont : COMPAGNIE des CLÔTURES, GERVOIS, PERFOMAT et S.A.I.G. Le montant de l'impôt sur les sociétés de l'exercice 2008 a engendré un crédit d'impôt correspondant pour la société GANTOIS.

#### **6-19. Impôts différés**

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir de toutes les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les actifs d'impôts différés, y compris sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les taux d'impôts applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants différés à la clôture.

L'impôt différé figurant au bilan pour un montant passif de (157) k€ correspond au retraitement des provisions pour risques et charges chez GANTOIS Belgium pour (457) k€.

Compte tenu de la conjoncture et des prévisions de résultats, aucun impôt différé actif n'a été retenu au titre des sociétés concernées (voir note 9-5).

#### **6-20. Produits des activités ordinaires**

Le produit des activités ordinaires relatif à la vente de biens est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur et que le montant du produit des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable.

#### **7. Information sectorielle**

##### **• Les technologies et segments de GANTOIS**

Si l'organisation opérationnelle, qui a été mise en place de façon progressive, vise à allouer les ressources techniques et commerciales auprès des secteurs de clientèle pour mieux les servir et refléter l'évolution du Groupe, les savoir-faire et actifs de la Société sont principalement répartis autour des activités suivantes :

- Tissage métallique et façonnage ;
- Perforation de tôles métalliques ;
- Technologies de grillages et serrurerie.

La majorité des fabrications GANTOIS est effectuée sur la base de cahiers des charges, ou de spécificités techniques ou fonctionnelles, le poids des produits en catalogue dans le chiffre d'affaires du Groupe étant mineur. Les produits évoqués ci-dessus et livrés aux clients sont obtenus par étapes successives de transformation de l'acier, puis d'éventuelles opérations supplémentaires de soudure, assemblage, galvanisation, plastification et de façonnage...

Les différents achats de matières, achats de fils ou de toiles métalliques, de tôles plates..., sont dédiés à chaque activité industrielle. De même que les équipements de production : métiers à tisser, lignes de perforation, soudeuses pour fabrication de clôtures et de grillages, sont, ainsi que le personnel de production, homogènes avec ces départements industriels.

## SECTEUR « TISSUS MÉTALLIQUES ET FAÇONNAGE »

La principale production liée à cette technologie est la fabrication de toiles métalliques à haut pouvoir soit de filtration, soit d'isolation thermique ou acoustique. Ces toiles peuvent être ensuite façonnées pour aboutir à des composants plus élaborés intégrés dans des produits industriels. Parmi les produits phares issus de ce savoir-faire industriel, figurent des toiles métalliques intégrées dans les nacelles des réacteurs des avions gros porteurs à haut pouvoir d'absorption du bruit et de chaleur, des composants filtrants intégrés dans le sous-ensemble déclencheur de certains modèles d'airbags, des tissus tricotés à forte capacité d'absorption entourant les pots catalytiques et autres sous-ensembles des échappements automobiles.

## SECTEUR « TÔLES PERFORÉES »

L'élément important de savoir-faire consiste à prendre des tôles plates en rouleaux, d'épaisseurs variables, et de les perforer pour obtenir des tôles de différentes formes, parfois en quinconce (garnissage de garde-corps, protection de pot d'échappement), parfois déformées pour y ajouter des propriétés antidérapantes, esthétiques, perforées ayant des applications multiples. Les produits en résultant peuvent ultérieurement être emboutis, poinçonnés, gaufrés, puis thermolaqués, anodisés, polis... Des exemples de débouchés de cette technologie sont des capots de ventilation, caillebotis et marchepieds, calandres pour poids lourds, plaques perforées facilitant le refroidissement de l'eau dans les centrales nucléaires, tôles de protection en milieu industriel, cathodes métalliques pour la séparation de chlore, tôles gaufrées pour les carters de protection...

## SECTEUR « GRILLAGERIE ET SERRURERIE »

Ces fabrications sont principalement produites à partir de fils métalliques en bobines, assemblés ou transformés pour obtenir des produits maillés, soudés, pouvant être ondulés, déformés, entrecroisés, assemblés selon les besoins de chaque application. Les principaux débouchés sont essentiellement

des grillages, clôtures, grilles de criblage pour carrières, tapis transporteurs pour le milieu industriel (agro-alimentaire, visserie, boulonnerie, verrerie...).

En outre, une importante activité s'est développée autour de la production d'escaliers métalliques, de sous-ensembles mécano-soudés pour des applications industrielles (chimie, traitements de gaz et de déchets).

### • Performance des secteurs d'activité

La participation des différentes entités industrielles du Groupe à ces activités se présente comme suit :

	Tissage métallique	Perforation	Grillagerie & Serrurerie
GANTOIS S.A.	X	X	X
PERFOMAT S.A.		X	
GERVOIS S.A.	X		
ROMANIA S.R.L.	X		

Les filiales GANTOIS BELGIUM (Belgique) et METALWEAVE (USA) sont principalement des filiales de distribution, dont le chiffre d'affaires total ne dépasse pas 5% du chiffre d'affaires consolidé de GANTOIS.

### • Informations sectorielles ou analytiques

La société Gantois est en phase de fiabilisation des données statistiques et analytiques issues du système d'information mis en place au cours de l'exercice précédent. De ce fait, la production des informations sectorielles n'est pas encore disponible.

## 8. Instruments financiers et gestion des risques

Cette note présente les informations sur l'exposition du Groupe aux risques financiers. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés. Il incombe au conseil d'administration de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions du marché et les activités du Groupe.

## 8-1. Gestion du risque financier

### • Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placements.

#### ■ Créances clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est principalement influencée par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays est sans influence réelle sur le risque de crédit. Il n'y a pas de concentration du risque de crédit au niveau géographique dans des zones considérées à risques ou sur des clients spécifiques.

Le Groupe a défini une politique de gestion du risque client au terme de laquelle la solvabilité de chaque nouveau client fait l'objet d'une analyse individuelle avant qu'il puisse bénéficier des conditions de paiement et de livraison usuelles du Groupe. Pour ce faire, le Groupe a recours à des notations externes. Des limites aux prises de commandes sont fixées pour chaque client au-delà desquelles un accord préalable adéquate est nécessaire est requis.

Les ventes de biens sont assorties d'une clause de réserve de propriété, afin qu'en cas d'impayé, le Groupe dispose d'une sûreté. La clause de réserve de propriété n'a été activée que pour des montants non significatifs au cours de l'exercice. Le délai de paiement moyen octroyé dans le cadre des conditions générales de vente est de 60 jours fin de mois.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes éventuelles encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Cette dépréciation correspond à des risques significatifs individualisés et à une approche statistique reposant sur des données historiques (Voir note 6-10).

#### ■ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit en investissant uniquement dans des SICAV monétaires ou des dépôts à terme ne présentant pas de risque financier significatif. Ces placements ont été consentis auprès d'organismes de crédits français bénéficiant d'une notoriété reconnue sur le marché.

#### ■ Garanties

Aucune garantie financière particulière n'a été accordée par le Groupe au 31.12.2008.

### • Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possi-

ble qu'il disposera des liquidités suffisantes pour honorer ses passifs. Compte tenu de la situation particulière du Groupe GANTOIS, ce risque est principalement dépendant des éléments suivants :

- Réalisation des remboursements planifiés dans le cadre du plan de RJ ;
- Utilisation du factoring dans le cadre d'une politique de mobilisation de créances ;
- Réalisation d'actifs dans le cadre de la stratégie de restructuration du Groupe ;
- Politique d'optimisation du besoin en fonds de roulement ;
- Étude du coût d'opportunité de tout nouvel investissement ;
- Collaboration active avec les organes de la procédure collective.

La note 9-14 de l'annexe rappelle les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers issus du RJ.

Le Groupe a mis en place un reporting régulier des positions de trésorerie au sein de l'ensemble des filiales.

### • Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix, tels que les cours de change, les taux d'intérêts affectent le résultat du Groupe ou la valeur des actifs détenus. Le risque de marché est très limité au niveau du Groupe GANTOIS, l'ensemble des filiales hors Roumanie effectuant des transactions en Euros.

Les flux d'achats, portant notamment sur l'achat de matières premières en acier hors zone Euro, sont effectués en euros, selon une formule qui intègre la variation des devises des fournisseurs contre euro.

Ces achats sont par ailleurs approvisionnés au fur et à mesure des besoins, et ne sont pas effectués avec une politique de cours à terme sur ces matières premières. L'entreprise assure un suivi régulier du cours moyen d'achat en interne, avec suivi d'indices selon les catégories d'aciers achetés, et les répercute dans ses prix de revient et autant que possible dans ses tarifs.

### • Risque de change

Les flux de transactions en monnaie étrangère sont limités aux ventes réalisées par la filiale GANTOIS ROMANIA sur le marché roumain. Le flux acheteur avec cette filiale sont exprimés en euros.

Au vu de ces enjeux, l'entreprise n'a pas mis en place de politique de couverture contre les risques de change. L'impact de la variation des taux de change en 2008 comparé à 2007 sur la base des taux de change moyens respectifs de chacune des deux années est non significatif.

- **Risque de taux**

L'exposition de l'entreprise à la variation des taux d'intérêts est limitée. D'une part, la majorité des dettes liées aux passifs RJ de GANTOIS ou de TISSMETAL ne supportent pas d'intérêts. Enfin, les engagements du Groupe en terme crédits baux ne sont pas significatifs.

- **Gestion du capital**

Le capital de GANTOIS S.A. est détenu à près de 77,05% par l'actionnaire majoritaire SISU via la société BAULDER et 22,67% sont détenus par le public dans le cadre de la cotation sur Euronext. Le Groupe n'est soumis à aucune exigence particulière concernant son capital.

## **8-2. Capital social**

Au 31 décembre 2008, le capital social était composé de 2 538 079 actions dont 13 165 actions à droit de vote double. Toutes les actions émises ont été libérées entièrement. La société détient 6 615 actions propres représentant un nominal de 1 086 k€ brut dépréciées à hauteur de 99%. Ces actions propres sont reclassées en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

## **8-3. Emprunts**

Les emprunts du Groupe sont essentiellement figés dans le cadre de la dette RJ. La note 9.14 de l'annexe présente les termes et échéanciers de remboursement de la dette RJ. Les emprunts qui avaient été contractés étaient tous en euros. La note 9.13 de l'annexe présente également une information sur la nature des emprunts du Groupe au 31 décembre 2008. Le montant des engagements financiers restant à honorer dans le cadre de la souscription de contrat de location ou de crédit-baux n'est pas significatif au 31 décembre 2008.

## **8-4. Juste valeur**

La juste valeur des actifs et passifs financiers présentés est sensiblement égale à la valeur comptable présentée au bilan. Les actifs destinés à la vente sont valorisés à la valeur comptable qui correspond à la valeur potentielle de réalisation. La note 9-11 de l'annexe présente un détail des actifs destinés à être cédés.

## 9. Informations relatives au bilan consolidé

### 9-1. Immobilisations corporelles

En k€	Exercice 31/12/2007	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 31/12/2008
<b>VALEURS BRUTES</b>							
Terrains	2 192	-	-	-	-	-	2 192
Constructions	20 999	344	(208)	-	(49)	-	21 086
Installations techniques, mat. & out.	56 144	817	(1 148)	-	(89)	-	55 724
Autres immobilisations corporelles	4 482	122	(502)	-	(3)	-	4 099
Immobilisations corporelles en cours	393	238	(391)	-	(1)	-	239
Avances et acomptes	61	476	(3)	-	(1)	-	533
<b>TOTAL</b>	<b>84 271</b>	<b>1 997</b>	<b>(2 252)</b>	<b>-</b>	<b>(143)</b>	<b>-</b>	<b>83 873</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>							
Terrains	(160)	-	-	-	-	-	(160)
Constructions	(14 889)	(931)	502	-	26	-	(15 292)
Installations techniques, mat. & out.	(48 493)	(1 456)	789	-	19	15	(49 126)
Autres immobilisations corporelles	(3 874)	(234)	497	-	2	-	(3 609)
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(67 417)</b>	<b>(2 621)</b>	<b>1 788</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	<b>15</b>	<b>(68 188)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>							
Terrains	2 032	-	-	-	-	-	2 032
Constructions	6 110	(587)	294	-	(23)	-	5 794
Installations techniques, mat. & out.	7 650	(639)	(359)	-	(70)	15	6 597
Autres immobilisations corporelles	607	(112)	(5)	-	(1)	-	489
Immobilisations corporelles en cours	393	238	(391)	-	(1)	-	239
Avances et acomptes	61	476	(3)	-	(1)	-	533
<b>TOTAL</b>	<b>16 854</b>	<b>(625)</b>	<b>(464)</b>	<b>-</b>	<b>(96)</b>	<b>15</b>	<b>15 685</b>

Le montant des loyers comptabilisés dans le compte de résultat au titre des locations simples d'immobilisations s'élève à 979 k€ au titre de l'exercice 2008.

## 9-2. Immobilisations incorporelles

En k€	Exercice 31/12/2007	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 31/12/2008
<b>VALEURS BRUTES</b>							
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	19	-	-	-	-	19
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences	2 014	507	(542)	-	-	-	1 979
Fonds de commerce	230	-	-	-	-	-	230
Autres immobilisations incorporelles	62	-	(40)	-	(6)	-	16
Avances et acomptes versés	-	1	-	-	-	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>2 305</b>	<b>527</b>	<b>(582)</b>	<b>-</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>2 244</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>							
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences	(680)	(212)	542	-	-	-	(351)
Fonds de commerce	(230)	-	-	-	-	-	(230)
Autres immobilisations incorporelles	(14)	(2)	-	-	1	-	(14)
Avances et acomptes versés	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(925)</b>	<b>(214)</b>	<b>542</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>(595)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>							
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	19	-	-	-	-	19
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences	1 333	295	-	-	-	-	1 628
Fonds de commerce	(1)	-	-	-	-	-	(1)
Autres immobilisations incorporelles	48	(2)	(40)	-	(5)	-	2
Avances et acomptes versés	-	1	-	-	-	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>1 380</b>	<b>313</b>	<b>(40)</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>1 649</b>

### 9-3.Ecart d'acquisition

L'excédent du coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées, sur la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition, est inscrit comme « écart d'acquisition » à l'actif du bilan.

En k€	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2008
<b>VALEURS BRUTES</b>		
Performat	210	210
Gervois	901	901
Gantois Belgium	52	52
<b>TOTAL</b>	<b>1 163</b>	<b>1 163</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>		
Performat	(210)	(210)
Gervois	(901)	(901)
Gantois Belgium	(52)	(52)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 163)</b>	<b>(1 163)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>		
Performat	-	-
Gervois	-	-
Gantois Belgium	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 9-4.Entreprises associées

La société GERLON S.A. située à Pont-Rémy (France) et détenue à 34,00% via la société GERVOIS S.A. est mise en équivalence dans les comptes du Groupe GANTOIS. Les données relatives à cette entité sont synthétisées dans le tableau suivant :

En k€	Exercice 31/12/2008	Exercice 31/12/2007	Variation
<b>GERLON</b>			
Capitaux propres	940	979	(39)
Pourcentage d'intérêt	34%	34%	-
Valeur des titres mis en équivalence	320	333	(13)
<b>IMPACT RÉSULTAT</b>	<b>(13)</b>	<b>(14)</b>	<b>1</b>
<b>INFORMATIONS BILANCIELLES GERLON</b>			
Total actifs	1 560	1 608	(48)
Chiffre d'affaires	2 512	2 456	56
Résultat	(38)	(40)	2

Il n'existe aucune autre entreprise associée au 31 décembre 2008.

## 9-5. Impôts différés

Compte-tenu des aléas de la conjoncture et des prévisions de résultats, il n'a pas été comptabilisé d'impôt différé actif net au titre des sociétés GANTOIS S.A., JETCOUP et TISSMETAL. Le montant des impôts différés actifs non comptabilisés, liés aux déficits fiscaux de ces sociétés se monte à 11 911 k€ pour le Groupe fiscalement intégré GANTOIS. A noter également que les filiales non intégrées, GANTOIS Roumanie et JETCOUP, disposent de déficits fiscaux propres pour respectivement 3 625 k€ et 175 k€, au titre desquels aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé.

L'impôt différé figurant au bilan pour un montant passif de (157) k€ correspond au retraitement de provisions pour risques et charges chez GANTOIS Belgium.

## 9-6. Autres actifs financiers non courants

Ce poste comprend essentiellement des dépôts et cautionnements versés.

## 9-7. Stocks

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

Stocks	Exercice 31/12/2007	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Écarts de conversion	Autres variations	Exercice 31/12/2008
<b>VALEURS BRUTES</b>							
Matières premières	7 536	7 973	(6 360)	-	(172)	-	8 977
En-cours	1 486	1 268	(1 063)	-	(4)	-	1 687
Produits intermédiaires et finis	9 925	9 928	(11 350)	-	(1)	-	8 503
Marchandises	4 802	1 709	(1 744)	-	(17)	-	4 750
<b>TOTAL</b>	<b>23 749</b>	<b>20 878</b>	<b>(20 517)</b>	<b>-</b>	<b>(193)</b>	<b>-</b>	<b>23 917</b>
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>							
Matières premières	(1 344)	(479)	3	-	-	-	(1 820)
En-cours	(24)	(16)	3	-	-	-	(37)
Produits intermédiaires et finis	(1 338)	(586)	-	-	-	-	(1 924)
Marchandises	(680)	(517)	-	-	-	-	(1 197)
<b>TOTAL</b>	<b>(3 386)</b>	<b>(1 598)</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4 978)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>							
Matières premières	6 192	7 493	(6 356)	-	(172)	-	7 157
En-cours	1 462	1 251	(1 060)	-	(4)	-	1 650
Produits intermédiaires et finis	8 586	9 343	(11 350)	-	(1)	-	6 579
Marchandises	4 122	1 193	(1 744)	-	(17)	-	3 553
<b>TOTAL</b>	<b>20 361</b>	<b>19 280</b>	<b>(20 511)</b>	<b>-</b>	<b>(193)</b>	<b>-</b>	<b>18 939</b>

Aucun stock n'a été donné en garantie.

## 9-8. Clients et autres débiteurs

### Échéancier des créances et autres débiteurs

Valeurs nettes	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2008	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	1 054	919	919	-
Clients et comptes rattachés	24 238	20 687	20 094	593
<i>dont factoring</i>	13 237	14 606	14 606	-
Créances sociales et fiscales	1 238	2 894	2 481	413
Débiteurs divers	1 173	1 657	1 657	-
Charges constatées d'avance	197	532	532	-
Charges à répartir	1	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>27 900</b>	<b>26 689</b>	<b>25 683</b>	<b>1 006</b>

Le fonds de garantie versé dans le cadre du factoring est positionné sur la ligne clients et comptes rattachés pour un montant de 1 497 k€.

**Tableau de mouvement des créances**

Créances	Exercice 31/12/2007	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 31/12/2008
<b>VALEURS BRUTES</b>								
Avances et acomptes versés	1 054	-	(135)	-	-	-	-	919
Clients et comptes rattachés	24 672	-	(2 971)	-	-	-	-	21 701
Créances sociales et fiscales	1 238	1 656	-	-	-	-	-	2 894
Débiteurs divers	1 710	-	(52)	-	-	-	-	1 658
Charges constatées d'avance	197	335	-	-	-	-	-	532
Charges à répartir	1	-	(1)	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>28 872</b>	<b>1 991</b>	<b>(3 159)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>27 704</b>
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>								
Avances et acomptes versés	-	-	-	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés <sup>(1)</sup>	(434)	(531)	281	-	-	-	(329)	(1 013)
Créances sociales et fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Débiteurs divers	(537)	-	-	-	-	-	536	(1)
Charges constatées d'avance	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(972)</b>	<b>(531)</b>	<b>281</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>207</b>	<b>(1 015)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>								
Avances et acomptes versés	1 054	-	(135)	-	-	-	-	919
Clients et comptes rattachés	24 238	(531)	(2 690)	-	-	-	(329)	20 687
Créances sociales et fiscales	1 238	1 656	-	-	-	-	-	2 894
Débiteurs divers	1 173	-	(52)	-	-	-	536	1 657
Charges constatées d'avance	197	335	-	-	-	-	-	532
Charges à répartir	1	-	(1)	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>27 900</b>	<b>1 460</b>	<b>(2 878)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>207</b>	<b>26 689</b>

<sup>(1)</sup> Les autres variations correspondent aux reclassements :

- D'une provision de 536 k€ entre le poste « Débiteurs divers » et « Clients »
- De la provision pour créances METALWEAVE de 207 k€ en actifs détenus en vue de la vente

### 9-9. Paiements d'avance

Ce poste correspond aux acomptes sur commandes versés par Gantois aux fournisseurs.

### 9-10. Trésorerie et équivalent de trésorerie

La faiblesse des résultats se répercute sur la situation de trésorerie toujours vulnérable et en conséquence, des mesures internes et externes ont été prises, avec le support de l'actionnaire majoritaire pour un montant de 850 k€, pour assurer le financement de l'exploitation jusqu'à ce jour.

Dans cette situation, la société bénéficiera néanmoins de la Trésorerie du Groupe par la remontée des dividendes de la plupart de ses filiales. Par ailleurs, des cessions d'actifs immobiliers non productifs sont en cours.

A la clôture de l'exercice, la trésorerie est constituée de 2 672 k€ de valeur mobilières de placement, le solde correspondant à des concours bancaires courants.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires et de dépôts à termes.

### 9-11. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de leur cession ont été isolés et correspondent principalement aux éléments suivants :

Actifs non courants détenus en vue de la vente	31 décembre 2008	31 décembre 2007	Variation
Ensemble immobilier Val Clair	2 003	2 116	(113)
Ensemble immobilier Hermès	477	596	(119)
Provision METALWEAVE	(97)	(97)	0
<b>IMPACT RÉSULTAT NET</b>	<b>2 383</b>	<b>2 615</b>	<b>(232)</b>

Les actifs détenus en vue de la vente sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. En l'occurrence les actifs présentés ci-dessus sont tous comptabilisés à la valeur nette comptable. Le montant relatif à METALWEAVE correspond à la provision constituée pour couvrir la situation nette négative de la société.

Le résultat net des activités cédées en 2008 se présente comme suit :

Résultat net d'impôt des activités cédées ou à céder	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation
Cession HITZ	-	115	(115)
Cession KOLYS	-	65	(65)
Cession MONTHUREUX	-	965	(965)
Cession GANTOIS 2	-	320	(320)
Cession MARSEILLE	-	1 335	(1 335)
Activité en cours de cession	(231)	(495)	264
<b>IMPACT RÉSULTAT NET</b>	<b>(231)</b>	<b>2 305</b>	<b>(2 536)</b>

## 9-12. Capital émis

Nombre d'actions	Actions ordinaires	Actions à droit de vote double	TOTAL
<b>EN CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>2 524 914</b>	<b>13 165</b>	<b>2 538 079</b>
Émission contre de la trésorerie	-	-	-
Options sur actions exercées	-	-	-
<b>EN CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>2 524 914</b>	<b>13 165</b>	<b>2 538 079</b>

Aucun mouvement de capital sur l'exercice.

## 9-13. Emprunts et dettes financières

En k€	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2008	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Dont RJ
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	(7 413)	(7 304)	(803)	(5 363)	(1 138)	(7 173)
Emprunts issus de location-financement	-	-	-	-	-	-
Dettes financières diverses	(150)	(4 142)	(24)	(117)	(4 002)	-
Concours bancaires courants	(14 152)	(15 275)	(14 187)	(898)	(190)	(1 202)
<i>dont affacturage</i>	<i>(12 937)</i>	<i>(14 072)</i>	<i>(14 072)</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(21 716)</b>	<b>(26 721)</b>	<b>(15 014)</b>	<b>(6 378)</b>	<b>(5 330)</b>	<b>(8 375)</b>

- L'endettement financier à plus d'un an comprend principalement les passifs financiers liés au RJ du Groupe qui sont actualisés en application des plans et modalités de remboursements effectifs, dont le détail et les échéances sont mentionnées ci-dessous.
- L'affacturage est retraité en dettes financières à court terme (voir note sur les créances courantes).
- Les dettes financières diverses qui s'élèvent au 31.12.2008 à 4 142 k€ sont constituées à hauteur de 4 M€ par la dette vis à vis de l'actionnaire principal BAULDER II, mise en compte courant, relatif au versement réalisé au cours du quatrième trimestre 2008.

## 9-14. Autres passifs

### Échéancier des autres dettes

En k€	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2008	Courant	Non courant	Dont RJ
Avances et acomptes reçus	(675)	(59)	(59)	-	-
Fournisseurs	(9 633)	(8 801)	(4 646)	(4 155)	(4 308)
Dettes fiscales et sociales	(15 582)	(15 149)	(7 024)	(8 125)	(9 139)
Dettes diverses	(1 629)	(1 124)	(1 089)	(35)	(38)
Produits constatés d'avance	(280)	(138)	(138)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(27 799)</b>	<b>(25 271)</b>	<b>(12 956)</b>	<b>(12 315)</b>	<b>(13 486)</b>

- Les autres dettes à plus de 1 an sont constituées des passifs RJ de GANTOIS S.A. au 31 décembre 2008, actualisées en juste valeur en application des plans et modalités de remboursements effectifs, dont le détail et les échéances sont mentionnées ci-dessous.

### Passifs issus des redressements judiciaires de GANTOIS

La méthode d'actualisation retenue a pris en compte les modalités suivantes :

- Les valeurs dites « brutes » sont constituées des dettes comprises dans les passifs RJ de la société GANTOIS S.A., et ont été retenues en actualisation lorsqu'elles ne portaient pas intérêts.
- L'impact global de l'actualisation de ces dettes non courantes est de 3 402 k€ sur les capitaux propres consolidés et de 2 276 k€ (charge) sur le compte de résultat consolidé de l'exercice 2008 ;
- Le taux appliqué est l'EURIBOR 1 an taux moyen mensuel à fin décembre, soit 3,418% au 31.12.2008, comparé à 4,786% au 31.12.2007. L'impact défavorable de l'évolution du taux d'actualisation génère à lui seul une charge significative de 1 178 k€ sur la période.

Échéancier du passif RJ Groupe, en valeur actualisée par année de remboursement :

Années	2009	2010	2011	2012
Montant des échéances par année (en k€)	2 295	2 977	2 878	3 312
Années	2013	2014	2015	TOTAL
Montant des échéances par année (en k€)	3 203	3 839	3 358	<b>21 861</b>

## 9-15. Provisions

En k€	Exercice 31/12/2007	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 31/12/2008	Dont non courant
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	(2 400)	(219)	227	-	-	-	411	(1 982)	(1 982)
Provisions pour médailles du travail	(282)	(31)	20	-	-	-	62	(231)	(231)
Provisions pour grosses réparations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour restructuration	(7 397)	-	3 791	2 077	-	-	-	(1 528)	-
Provisions pour litiges prud'homaux	(431)	(434)	-	-	-	-	-	(865)	-
Provisions pour impôts	(15)	(275)	-	-	-	-	-	(290)	-
Provisions pour DIF	(1 859)	(184)	-	-	-	-	-	(2 043)	(2 043)
Autres provisions pour risques & charges	(553)	(449)	94	-	-	-	-	(908)	-
<b>TOTAL</b>	<b>(12 936)</b>	<b>(1 592)</b>	<b>4 132</b>	<b>2 077</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>473</b>	<b>(7 847)</b>	<b>(4 256)</b>

### Provisions pour indemnité de départ à la retraite

Le montant de l'engagement de départ en retraite (IDR) est estimé tous les ans pour l'ensemble des sociétés françaises du Groupe par un actuair. Le montant comptabilisé en provision au 31 décembre 2008 se présente comme suit :

En k€	Dettes au 31/12/2007	Coût des services rendus	Coût financier	(Gains) / Pertes actuariels	Prestations servies	Autres mouvements	Dettes au 31/12/2008
Engagement retraite	2 400	93	126	(282)	(227)	(129)	1 982
Médailles du travail	282	16	15	(62)	(20)	-	231

La société a comptabilisé une provision correspondant à la valeur actualisée de l'obligation dans les comptes clos au 31 décembre 2008.

Les gains actuariels de l'exercice s'élèvent à 344k€ et ont été comptabilisés en capitaux propres selon l'option SoRIE.

L'impact sur le compte de résultat est une charge de 363k€ sur l'exercice 2008.

Le montant de la juste valeur des actifs de régime est de 134k€ au 31.12.2008.

Le montant estimé de manière prospective de la charge liée à l'évolution de l'engagement de retraite sur l'exercice 2009 s'élève à environ 165k€, hors effets actuariels.

Hypothèses de calcul retenues :

- Départ volontaire en retraite à 60 ans pour le personnel mensuel et 63 ans pour les cadres ;
- Taux d'augmentation des salaires entre 1 et 2 % ;
- Taux d'inflation de 2% ;
- Taux d'actualisation des engagements de 5.5% ;
- Taux de rendement des actifs de 3,85%
- Table de mortalité INSEE 2003-2005 ;
- Taux de charges sociales moyen constatés dans les différentes sociétés ;
- Turnover correspondant aux données statistiques constatées par sociétés.

#### **Droit Individuel à la formation**

Le montant de l'engagement au titre du Droit individuel à la formation a été estimé sur la base du nombre d'heures acquises par les salariés au 31 décembre 2008 valorisées selon les principes suivants :

- Valorisation des heures sur la base de 50% du taux horaire réel chargé ;
- Valorisation du coût de la formation à hauteur de 43 €/heure correspondant à la moyenne constaté au niveau de Gantois.

#### **Autres provisions pour risques et charges**

Les autres provisions pour risques constituées ou complétées au 31 décembre 2008 correspondent principalement aux événements suivants :

##### • Provision pour restructuration :

Les provisions pour restructuration sont relatives à la société GANTOIS S.A. et ont été estimées selon les obligations légales, conventionnelles et supra-conventionnelles engageant le Groupe. En outre, les coûts de ré-industrialisation, outplacement, honoraires et autres ont également été considérés. La provision pour restructuration a été reprise à hauteur de 5 868 k€ en 2008 et s'analyse comme suit :

	2008	2007
Indemnités à verser dans le cadre du PSE	143 k€	4 368 k€
Convention ASFNE :	113 k€	450 k€
Accompagnement / Formation / Reclassement	181 k€	437 k€
Convention de revitalisation	181 k€	235 k€
Autres mesures	910 k€	1 907 k€
<b>TOTAL</b>	<b>1 528 k€</b>	<b>7 396 k€</b>

La partie de la reprise de provision portée dans la colonne « non utilisée » d'un montant de 2 077 k€ est en partie liée aux difficultés d'estimation et d'identification dans les comptes des coûts de déménagement.

##### • Autres provisions :

Ce poste correspond principalement à des litiges techniques.

#### **Passifs éventuels**

Aucun passif éventuel significatif n'est à signaler.

#### **10. Informations relatives au compte de résultat consolidé**

##### **10-1. Ventilation du chiffre d'affaires de l'activité**

Le chiffre d'affaires consolidé regroupe les ventes des sociétés intégrées globalement, déduction faite des ventes intra-Groupe.

Il se répartit comme suit :

CA	Exercice 31/12/2008	Exercice 31/12/2007
Chiffre d'affaires des activités France	67 159	79 288
Chiffre d'affaires des activités Exportation	9 168	8 345
<b>TOTAL</b>	<b>76 327</b>	<b>87 633</b>

##### **10-2. Charges de personnel**

L'effectif moyen employé par classification au cours de l'exercice dans les entreprises consolidées par intégration globale est de :

Effectif moyen	Exercice 31/12/2008	Exercice 31/12/2007
Cadres	88	87
Non cadres	805	765
<b>TOTAL</b>	<b>893</b>	<b>852</b>

## 10-3. Autres produits et charges d'exploitation

En k€	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation
Production immobilisée	0	(85)	(85)
Subvention d'exploitation	92	7	85
Reprise d'amortissements et provisions	690	3 324	(2 634)
<i>Dont RAP sur stocks</i>	6	1 930	(1 924)
<i>Dont RAP sur dépréciations clients</i>	281	577	(296)
Transfert de charges	636	639	(3)
Autres produits d'exploitation	233	245	(12)
Autres charges d'exploitation	(226)	(153)	(73)
<b>IMPACT RÉSULTAT NET</b>	<b>1 425</b>	<b>4 147</b>	<b>(2 722)</b>

## 10-4. Autres produits et charges opérationnels

En k€	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation
Reprise sur provisions	5 869	176	5 693
Résultat sur cession d'immobilisations	14	(104)	118
Dotation aux provisions	(109)	(558)	449
Autres charges ou produits opérationnels	23	1 472	(1 449)
Frais de restructuration	(4 635)	(10 269)	5 634
<b>IMPACT RÉSULTAT NET</b>	<b>1 162</b>	<b>(9 283)</b>	<b>10 445</b>

Les reprises de provisions correspondent principalement à l'ajustement de la provision pour restructuration en fonction des frais de restructuration engagés sur l'exercice 2008.

La partie de la reprise de provision « non utilisée » est liée aux difficultés d'estimation et d'identification dans les comptes des coûts de déménagement.

### 10-5. Autres produits et charges financières

En k€	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation
Gains de change	217	101	116
Reprises sur prov. et amort. financiers	37	7	30
Autres produits ou charges financiers	174	36	138
Actualisation de la dette du RJ	(2 276)	(157)	(2 119)
Dotation aux prov. & amort. financiers	(20)	(27)	7
Pertes de change	(853)	(327)	(526)
<b>IMPACT RÉSULTAT NET</b>	<b>(2 721)</b>	<b>(367)</b>	<b>(2 354)</b>

La dette RJ fait l'objet dans le cadre de l'application des normes IFRS d'une actualisation sur la base du taux Euribor 12 Mois taux moyen mensuel à fin décembre. L'effet de la baisse du taux d'actualisation (4,79% au 31/12/2007 contre 3,42% au 31/12/2008) vient s'ajouter à l'impact des remboursements de dette et de l'avancée dans le temps de l'échéancier de remboursement. Ainsi, l'impact de ce retraitement de consolidation est significatif avec une charge de (2 276.k€) sur l'exercice 2008.

### 10-6. Impôts sur le résultat

Dans le compte de résultat, le produit d'impôt s'analyse comme suit :

En k€	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation
Impôts sur les bénéfices	(22)	15	(37)
Impôts différés	15	6	9
<b>IMPACT RÉSULTAT NET</b>	<b>(7)</b>	<b>21</b>	<b>(28)</b>

### 10-7. Résultat par action

Le résultat moyen par action est obtenu directement en divisant le résultat net part du groupe, par le nombre d'actions constituant le capital nominal de la société GANTOIS S.A. (au nombre de 2 538 079 actions) s'établit à (-3,32) € par action au 31 décembre 2008.

## 11. Autres informations

### 11-1. Parties liées

Le Groupe entretient les relations suivantes avec des parties liées :

- Convention d'assistance et de management entre la société GANTOIS S.A. et la société SISU (actionnaire majoritaire du Groupe GANTOIS). Le montant des charges comptabilisées dans l'exercice 2008 s'élève à 57 k€ ;

- Convention d'assistance et de management entre la société GANTOIS S.A. et la société F2M. Le montant des charges comptabilisées dans l'exercice 2008 s'élève à 367,5 k€. Cette convention a pris fin sur l'exercice 2008 suite à la réorganisation du gouvernement d'entreprise de la société ;
- Les relations avec les autres parties liées sont limitées aux transactions avec la société Gerlon qui ne sont pas significatives.

### 11-2. Rémunérations versées aux organes d'administration

Le montant des rémunérations et frais versées aux organes d'administration du Groupe GANTOIS s'élève à :

- 2008 : 0 k€, 2007 : 56 k€

## 11-3. Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2008
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		
Avals	335	335
Cautions	200	200
Hypothèques	7 229	7 229
Effets escomptés non échus	-	-
Autres	134	134
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>		
Avals	-	-
Cautions	336	336
Effets escomptés non échus	-	-

## 11-4. Honoraires des Commissaires aux Comptes

En k€	PwC Montant (HT)		AGS Montant (HT)		Autres Montant (HT)		TOTAL Montant (HT)	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
<b>AUDIT</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examens des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	68	60	62	60	-	-	130	120
- Filiales intégrées globalement	23	39	15	8	15	23	53	70
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes								
- Emetteur	-	50	-	-	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement								
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>91</b>	<b>149</b>	<b>77</b>	<b>68</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>183</b>	<b>240</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>91</b>	<b>149</b>	<b>77</b>	<b>68</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>183</b>	<b>240</b>

## 11-5. Impôts sur le résultat

Le début de l'exercice 2009 est marqué par les impacts de la crise financière qui a des répercussions significatives sur l'activité industrielle du Groupe. Les perspectives sur le marché automobile et dérivés s'annoncent en forte baisse et l'intensité concurrentielle s'accroît sur les autres marchés. Des difficultés particulières sont rencontrées dans la filiale roumaine compte tenu de la dégradation rapide des marchés sur lesquels cette entité était positionnée. Dans ce contexte, les pertes récurrentes et significatives de notre filiale roumaine accentuées par les effets de la crise ont conduit le Groupe à mettre en œuvre un plan d'économie d'envergure dans cette entité. De la réussite de cette réorganisation dépendra la poursuite des activités du Groupe dans cette filiale.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires  
**GANTOIS S.A.**  
25, rue des Quatre Frères Mougeotte  
88105 S<sup>t</sup>-Dié-Des-Vosges

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la société Gantois SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous formulons une réserve sur les points suivants :

- La note 7 de l'annexe aux comptes consolidés ne mentionne pas les informations sectorielles requises par la norme IAS 14 et la note 8 ne fournit pas certaines informations requises par la norme IFRS 7 relative à la mesure et à la gestion de l'exposition aux risques liés à l'utilisation des instruments financiers (notamment les informations chiffrées relatives à l'exposition au risque de crédit, la gestion du risque de liquidité et la sensibilité à l'évolution des prix des matières premières)

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe :

- Les notes 3 « Comparabilité des comptes » et 6.9 « Stocks et en-cours de production » qui exposent un changement de méthode de valorisation des stocks ;
- La note 9.15 « Provisions » qui mentionne la reprise d'une partie de la provision pour restructuration non utilisée pour 2 077 milliers d'euros.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte incertain lié aux difficultés à appréhender les perspectives économiques et au plan de continuation en cours. C'est dans ce contexte qu'en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance, outre les sujets ayant motivé la réserve mentionnée ci-dessus, les autres éléments suivants :

- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.
- Comme indiqué dans la note 9.15 de l'annexe aux comptes consolidés, votre société a constitué au cours de l'exercice 2007 une provision pour restructuration dont le solde s'élève à 1 528 milliers d'euros au 31 décembre 2008. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde le solde de cette provision, à comparer les estimations comptables de la période précédente avec les réalisations correspondantes, à revoir les estimations faites par votre société et à nous assurer que l'annexe aux comptes consolidés fournit une information appropriée. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.
- Sur la base de notre appréciation des systèmes comptables et de contrôle interne, et compte tenu des faiblesses de contrôle interne mentionnées dans le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, nous avons mis en œuvre des contrôles substantifs étendus sur les éléments de comptes susceptibles d'être impactés par ses faiblesses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie du présent rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Strasbourg et S<sup>t</sup>-Dié, le 15 juin 2009

## Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

2, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG



Sylvain Mayeur

AGS

12, rue Emile Durkheim  
Hellieule 2 - BP 5165  
88105 S<sup>T</sup>-DIÉ-DES-VOSGES



Daniel Grandemange

## COMPTES SOCIAUX

.....

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF (chiffres en k€)	31-déc-2008		31-déc-2007	
	Bruts	Amt & prov.	Nets	Nets
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	1 988	349	1 638	1 333
Frais de développement	19		19	
Concessions, brevets et droits similaires	1 913	293	1 619	1 333
Fonds commercial	56	56	0	0
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>	76 694	62 841	13 851	14 719
Terrains	2 160	214	1 946	1 946
Constructions	22 411	16 410	6 001	6 439
Installations techniques	47 973	43 154	4 818	5 369
Autres immobilisations corporelles	3 410	3 063	346	530
<b>Immobilisations en cours</b>	226	0	226	384
Avances et acomptes	514	0	514	50
Immobilisations financières	7 829	891	6 938	6 733
Participations	4 828	860	3 968	3 968
Créances rattachées à des participations	2 744		2 744	2 622
Autres titres immobilisés	15	9	6	6
Prêts				
Autres immobilisations financières	242	22	220	137
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>86 511</b>	<b>64 081</b>	<b>22 427</b>	<b>22 785</b>
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	20 736	4 751	15 985	17 213
Matières premières, approvisionnements	6 952	1 692	5 260	3 912
En cours de production de biens	1 457	30	1 427	1 160
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	7 753	1 843	5 910	8 208
Marchandises	4 574	1 186	3 388	3 933
<b>Clients et comptes rattachés</b>	4 697	1 110	3 587	9 262
<b>Autres actifs</b>	12 055	5 445	6 610	6 480
Avances et acomptes versés sur commandes	860		860	982
Autres créances	10 728	5 445	5 283	5 361
Capital souscrit et appelé, non versé				
Charges constatées d'avance	447		447	85
Ecarts de conversion actif	20		20	52
<b>Trésorerie</b>	3 369	1 080	2 289	10 461
Valeurs mobilières de placement	1 132	1 080	52	2 220
Disponibilités	2 237		2 237	8 240
<b>Total actif circulant</b>	<b>40 838</b>	<b>12 387</b>	<b>28 452</b>	<b>43 364</b>
<b>TOTAL ACTIF (k€)</b>	<b>127 366</b>	<b>76 467</b>	<b>50 899</b>	<b>66 201</b>

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008

<b>PASSIF (chiffres en k€)</b>	<b>31-déc-2008</b>	<b>31-déc-2007</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital nominal	3 046	3 046
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	22 045	22 810
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserve légale	1 452	1 452
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	241	241
Report à nouveau	(21 771)	(10 429)
Résultat de l'exercice	(5 873)	(12 107)
Subventions d'investissement	121	135
Provisions réglementées	5 662	5 914
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 923</b>	<b>11 062</b>
Provisions pour risques	2 406	2 040
Provisions pour charges	3 655	9 888
<b>Total provisions</b>	<b>6 061</b>	<b>11 928</b>
<b>Dettes</b>		
<b>Dettes financières</b>	<b>15 329</b>	<b>12 903</b>
Emprunts et dettes établissements de crédit	9 819	10 771
Emprunts et dettes financières divers	5 510	2 132
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>8 252</b>	<b>9 644</b>
<b>Autres dettes</b>	<b>16 332</b>	<b>20 663</b>
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	59	187
Dettes fiscales et sociales	15 677	18 870
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2
Autres dettes	588	1 599
Produits constatés d'avance	5	5
Ecarts de conversion passif	3	0
<b>Total des dettes</b>	<b>39 913</b>	<b>43 210</b>
<b>TOTAL DU PASSIF (k€)</b>	<b>50 899</b>	<b>66 201</b>

<b>COMPTE DE RÉSULTAT 2008 (chiffres en k€)</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
<b>Produits d'Exploitation</b>		
Ventes marchandises	15 223	6 041
Production vendue	55 062	69 562
Production vendue de biens	53 935	67 471
Services vendus	1 127	2 091
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>70 285</b>	<b>75 603</b>
Production stockée	(1 423)	(5 636)
Production immobilisée		85
Subventions d'exploitation	92	7
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	1 356	4 102
Autres produits	208	203
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>70 517</b>	<b>74 364</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	12 608	6 776
Variation de stock (marchandises)	28	(4 602)
Achats de matières et approvisionnements	21 021	22 966
Variation de stock	(1 828)	133
Autres achats et charges externes	15 599	19 122
Impôts, taxes	1 662	2 458
Salaires	15 247	17 301
Charges sociales	5 957	7 018
Dotations :		
aux amortissements	2 302	2 657
aux provisions sur actifs circulants	2 080	2 705
aux provisions pour risques et charges	614	235
Autres charges	120	130
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>75 411</b>	<b>76 899</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(4 894)</b>	<b>(2 535)</b>

<b>COMPTE DE RÉSULTAT 2008 (chiffres en k€)</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers	543	605
Reprises sur provisions et transferts de charges	536	0
Différences positives de change	17	3
<b>Total des produits financiers</b>	<b>1 096</b>	<b>608</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	3 392	2 905
Intérêts et charges assimilées	858	663
Différences négatives de change	59	90
<b>Total des charges financières</b>	<b>4 309</b>	<b>3 658</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(3 213)</b>	<b>(3 050)</b>
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>(8 107)</b>	<b>(5 586)</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	51	1 874
Produits exceptionnels sur opérations en capital	41	3 451
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 121	2 007
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>6 213</b>	<b>7 332</b>
Charges exceptionnelles dur opération de gestion	4 034	2 999
Charges exceptionnelles dur opération en capital	16	3 305
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	445	7 995
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>4 496</b>	<b>14 299</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 717</b>	<b>(6 967)</b>
Impôts sur les bénéfices	(517)	(445)
<b>Résultat net (k€)</b>	<b>(5 873)</b>	<b>(12 107)</b>

**TABLEAU DE FINANCEMENT PAR L'ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE (en k€)**

(chiffres en k€)	Exercice 2008	Exercice 2007
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIES A L'ACTIVITÉ</b>		
Résultat net de la société	-5 873	-12 569
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	1 443	11 234
- Variation des impôts différés		
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	9	3 436
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>-4 420</b>	<b>2 101</b>
<b>Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence</b>	<b>142</b>	<b>39</b>
Variation des stocks	-377	-174
Variation des créances liées à l'activité	1 908	-2 092
Variation des dettes liées à l'activité	-6 344	-858
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>-4 811</b>	<b>-3 198</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>-9 089</b>	<b>-984</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations	-2 157	-3 543
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	26	3 305
Incidence des variations de périmètre		
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-2 131</b>	<b>-238</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société	0	
Augmentations de capital en numéraire	0	2 816
Apport SISU	4 000	0
Remboursements d'emprunts	-952	-497
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>3 048</b>	<b>2 319</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-8 171</b>	<b>1 097</b>
Trésorerie d'ouverture	10 460	9 363
Trésorerie de clôture	2 289	10 460
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>(8 171)</b>	

## ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX 2008

Avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2008, le total du bilan est de 50 898 560 euros. Le compte de résultat de l'exercice est présenté sous forme de liste. La perte nette dégagée lors de l'exercice écoulé (12 mois) est de (5 872 889)€.

Les notes et tableaux suivants font partie intégrante des comptes annuels.

### 1.Évolution de la société et faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2008 a été marqué par l'apparition de la crise économique mondiale qui a touché en premier lieu les activités du Groupe liées à l'Industrie et à l'Automobile. Les activités associées au Bâtiment, au Transport aéronautique et à l'Énergie ont enregistré un recul moindre.

La concurrence par les prix s'est accrue pour les produits standards, en particulier dans les secteurs du tissage, des grillages et clôtures. Les produits à valeur ajoutée tels que les tricots techniques, les escaliers ou encore la perforation fine pour la décoration ont bien résisté sur les marchés du Groupe.

Le premier semestre 2008 a été caractérisé par une nouvelle envolée du prix des produits métallurgiques transformés par le Groupe, soit plus de 10 000 tonnes par an. Les sources tendues et limitées n'ont pas toujours permis de réduire l'impact de ces hausses. Le Groupe a commencé des approvisionnements hors d'Europe, qui nécessitent une organisation rigoureuse. Enfin, les coûts salariaux ont connu une évolution très significative, malgré la réduction des effectifs réalisée par ailleurs.

Au cours de cet exercice, la priorité a été donnée à une organisation commerciale géographique multiproduits répartie en 7 agences et dépôts. Des mesures ont été engagées pour renforcer le management et le système d'information de gestion industrielle et financière, mais celles-ci n'ont pu être menées à leur terme durant cette année.

L'entreprise a été dirigée du 13 août 2008 au 30 Décembre 2008, soit 5 mois, par les Administrateurs Provisoires à la demande du Tribunal de Commerce.

Une nouvelle direction générale est en place depuis la fin de l'exercice avec pour mission à la fois de stabiliser l'entreprise et conduire un redressement en profondeur.

Le chiffre d'affaires 2008 très contrasté d'un semestre à l'autre a baissé au total de 7 % sur l'année, en raison de la conjoncture du deuxième semestre, mais aussi des nombreux changements intervenus dans l'organisation commerciale. L'export relativement faible a aussi connu une baisse.

Les activités de serrurerie escaliers et de produits techniques façonnés pour l'énergie ont poursuivi leur progression.

Des investissements ont été réalisés pour améliorer les conditions de sécurité et la qualité des produits perforés.

Le troisième dividende du plan d'apurement de la dette du règlement judiciaire a été versé pour un montant de 3,3 M€ au titre de GANTOIS et un dividende de 157 k€ au titre de TISSMÉTAL. L'actionnaire principal a apporté son soutien financier à la société pour un montant de 4 M€ en compte courant.

### 2.Règles et méthodes comptables

#### Généralités & évolutions majeures de l'application de la réglementation comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles générales de base :

- Continuité de l'exploitation, la sortie en plan de continuation étant confirmée.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre. Indépendance des exercices,

#### Changement de méthode comptable

Au cours de l'exercice la méthode d'évaluation des stocks est passée du FIFO au prix moyen pondéré (PMP).

L'impact de ce changement de méthode sur la valorisation des stocks a été estimé à +74 k€ au 30 juin 2008, et a été comptabilisé dans le résultat de l'exercice, compte tenu de la non disponibilité de l'information au 1<sup>er</sup> janvier 2008

Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable général actuel, en incluant les évolutions normatives applicables en France et relevant notamment des réglementations suivantes :

- CRC 2002-10 relative à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.
- CRC 2003-R-01 relative au traitement comptable des engagements de l'entreprise vis à vis de ses salariés au titre des indemnités de fin de carrière, et autres avantages acquis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### IMMOBILISATIONS

#### Évolution générale de l'application de la réglementation CNC 2002-10 et ses conséquences

#### Approche par composants

La société a travaillé l'approche économique et par composant de ses immobilisations principalement sur les bâtiments et constructions, ainsi que sur les installations techniques spécifiques au métier de GANTOIS.

Le principal axe qui a guidé la société dans son approche par composant et/ou d'évolution de la durée d'amortissement est la durée de vie économique la plus probable en terme d'utilisation. Les spécificités des équipements GANTOIS ne justifient pas de critères autre qui pourrait amener l'entreprise à modifier d'autres paramètres pour le calcul des amortissements.

Il s'ensuit les règles et méthodes comptables suivantes appliquées aux différentes natures d'immobilisations.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport, et ont fait l'objet de réévaluations en 1959 et 1976. Les éléments incorporels non protégés sont complètement amortis.

Il n'y a pas d'immobilisation incorporelle dont la consistance justifierait une approche par composant.

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties selon le mode linéaire sur une durée de un à six ans.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations, frais éventuels de mise en route de l'actif, minoration des escomptes obtenus) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 et ayant fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

L'approche par composant a abouti à prendre en compte les règles et durées d'amortissements suivantes :

- Pour les installations techniques, suite à une analyse des dossiers d'investissements et de leur évolution en relation avec les responsables du parc industriel, la société a défini l'approche la plus représentative des durées de vie réelles des équipements industriels et de leurs composants.
- Pour les constructions, une fois déterminées les valeurs brutes selon les affectations des bâtiments (industriels, entreposage ou de bureaux), il a été appliqué des modalités d'approche par composant généralement reconnues.

### **Détermination des durées d'amortissement**

Les durées d'amortissement sont alors appliquées à chaque nature de composant selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée du composant.

#### **• Bâtiments & constructions :**

Les bâtiments sont décomposés par éléments et généralement amortis selon les durées suivantes :

- Gros œuvre en dur : 40 ans
- Agencements extérieurs, voirie et réseaux divers : 40 ans
- Gros œuvre en préfabriqué : 30 ans
- Second œuvre : 25 ans
- Agencements intérieurs, installations : 15 ans
- Installations techniques : 20 ans

#### **• Équipements industriels :**

Quand l'équipement le justifie (métiers à tisser, lignes de perforation...) l'immobilisation est éclatée par composants généralement amortis selon les durées suivantes :

- Structure de l'équipement : 30 ans
- Composants mécaniques : 10 ans
- Composants électroniques et automatismes, Commandes numériques : 10 ans
- Composants hydrauliques et pneumatiques : 7 ans

#### **• Autres immobilisations corporelles :**

Le matériel est généralement amorti selon les durées suivantes :

- Matériel informatique centralisé : 5 ans
- Matériel informatique individuel : de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature qui conduirait à constater que les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

Pour les actifs immobiliers, l'entreprise a procédé à des évaluations d'expertise en 2005 ou 2006 ne faisant pas apparaître de valeur potentielle à la revente inférieure aux valeurs comptables de chacun des immeubles concernés. Il n'est pas considéré que l'évolution du marché immobilier remette en cause ces évaluations.

### **Conséquences sur le différentiel d'amortissement entre l'application de la réglementation CNC 2002-10 et la réglementation antérieure.**

L'entreprise a par ailleurs conservé les principaux critères des règles d'amortissements antérieurs : amortissement selon la méthode linéaire, sur la totalité de la valeur brute de chaque composant. En outre, pour les biens non décomposés, l'entreprise a généralement maintenu les durées d'amortissements issues des usages. En conséquence, elle a considéré qu'en l'absence de changement de méthode avéré, l'écart entre les amortissements selon le nouveau référentiel et l'ancien est constitutif d'amortissement dérogatoire, au sens de l'instruction fiscale du 30 décembre 2005

### Grosses réparations

Conformément aux recommandations du Comité d'urgence du CRC du 5 décembre 2003, la société n'a pas constitué de provision pour grosses réparations, comme antérieurement.

### Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires ou la valeur réévaluée pour certains titres possédés au 31 décembre 1976.

La valeur brute est comparée soit à la quote-part de situation nette de chaque filiale prise individuellement, soit à la valeur d'utilité pour la société-mère appréciée en fonction des perspectives de maintien dans le Groupe et/ou de la rentabilité future.

Au 31 décembre, une provision est constituée lorsqu'elle se justifie.

### STOCKS

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré. Il s'agit d'un changement de méthode. Les exercices précédents, les stocks étaient évalués au coût d'acquisition selon la méthode premier entré/premier sorti. L'impact de ce changement de méthode sur la valorisation des stocks a été estimé à +74 k€ au 30 juin 2008, et a été comptabilisé dans le résultat de l'exercice, compte tenu de la non disponibilité de l'information au 1<sup>er</sup> janvier 2008

Leur valeur brute comprend le prix d'achat et les frais accessoires, hors le coût des transports sur achats.

Les stocks de produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production, et les amortissements des équipements concourant à la production à l'exclusion du coût de financement de ces biens. Il est également tenu compte de la sous-activité dans les ateliers concernés et seuls les frais engagés pour la production sont pris en compte.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les stocks à faible rotation sont dépréciés à hauteur :

- Rotation faible 30% (utilisation sur ordre de fabrication ou vente, représentant sur une année, moins de 10% de la quantité en stock.)
- Aucune rotation depuis 1 an            50%
- Aucune rotation depuis 2 ans        75%
- Aucune rotation depuis 3 ans        95%

Cas spécifique de la toile :

- Rouleaux déclassés 95%
- Rouleaux > 10 mètres 80%
- Rouleaux > 25 mètres 30%

Seule la variation de la provision par rapport celle de l'année précédente est enregistrée au compte de résultat.

### CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en fonction de la procédure engagée et de l'ancienneté du dossier.

La dotation est calculée en tenant compte des modalités ci-dessous :

- Redressement judiciaire : 90%
- Liquidation : 100%
- Créances en recouvrement contentieux : 90%

Les créances qui font apparaître des retards de règlement au-delà de 6 mois, font l'objet d'une provision allant de 25 à 100 % suivant l'ancienneté et le secteur d'activité.

Les litiges significatifs avec les clients font l'objet d'une provision pour risques à hauteur de notre responsabilité estimée.

Toutes les provisions sont assises sur le montant hors T.V.A.

### VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur d'inventaire des titres de placement est constituée, pour les titres cotés, par leur cours moyen de décembre ou le cours de fin d'année. Pour les titres non cotés, c'est leur valeur brute qui est retenue (titres de créances négociables)

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation a été constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres détenus en auto-contrôle a été arrêtée à 5,54€ par action, prix d'expertise retenue pour l'augmentation de capital entérinée le 15 novembre 2005. Une provision pour dépréciation a été constituée par rapport au cours de bourse du 31 décembre 2008, soit 0,95 €

### SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissement sont étalées en produit exceptionnel sur la durée de vie des investissements concernés.

### PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées enregistrées en 2008 sont constituées du différentiel d'amortissement considéré comme amortissement dérogatoire. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels pour l'ensemble de ces provisions.

## **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Le poste «Provision pour risques» comprend les dotations liées aux litiges clients et aux litiges prud'homaux, lorsque ces litiges sont avérés et qu'ils ne sont pas couverts par un contrat d'assurance de la société.

Les engagements de la société vers ses salariés au titre des indemnités de fin de carrière sont comptabilisés en provision pour charges. La provision de l'exercice est enregistrée en charge d'exploitation par le biais de la dotation aux provisions pour risques et charges d'exploitation.

La provision pour restructuration correspond au plan social mis en œuvre en 2007. Elle a été estimée selon les obligations légales, conventionnelles et supra-conventionnelles engageant la société. En outre, les coûts de ré-industrialisation, outplacement, honoraires et autres ont également été considérés.

## **OPÉRATIONS EN DEVISES**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en «écart de conversion».

## **INTÉGRATION FISCALE**

GANTOIS S.A. a constitué un Groupe intégré fiscalement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Les filiales incluses sont : COMPAGNIE des CLÔTURES, GERVOIS, PERFOMAT et S.A.I.G. Le montant de l'impôt sur les sociétés de l'exercice 2008 a engendré un crédit d'impôt de 517 k€

3. Notes relatives aux postes de bilan (en euros sauf mention k€)

3-1. Immobilisations incorporelles et corporelles

<b>Immobilisations incorporelles (chiffres en k€)</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>Augment.</b>	<b>Diminut.</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>Valeurs brutes</b>					
Ecart d'acquisition					0
Frais de recherche et développement	0	18 600			18 600
Frais d'établissement	0				0
Concessions, brevets, licences	1 964 245	490 079	(541 693)		1 912 631
Fonds de commerce	55 720				55 720
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances et acomptes versés	0				0
<b>Total</b>	<b>2 019 965</b>	<b>508 679</b>	<b>(541 693)</b>	<b>0</b>	<b>1 986 951</b>
<b>Amortissements</b>					
Ecart d'acquisition					0
Frais de recherche et développement	0				0
Frais d'établissement	0	(5)			(5)
Concessions, brevets, licences	(631 497)	(203 552)	541 693		(293 356)
Fonds de commerce	(55 720)				(55 720)
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances et acomptes versés					
<b>Total</b>	<b>(687 217)</b>	<b>(203 557)</b>	<b>541 693</b>	<b>0</b>	<b>(349 081)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Ecart d'acquisition	0	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	0	18 600	0	0	18 600
Frais d'établissement	0	(5)	0	0	(5)
Concessions, brevets, licences	1 332 748	286 527	0	0	1 619 275
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1 332 748</b>	<b>305 122</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 637 870</b>

<b>Immobilisations Corporelles (chiffres en k€)</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>Augment.</b>	<b>Diminut.</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>Valeurs brutes</b>					
Terrains	2 159 832				2 159 832
Constructions	22 365 225	192 324	(146 894)		22 410 655
Installations techniques, mat. & out.	48 238 489	719 712	(985 513)		47 972 688
Autres immobilisations corporelles	3 851 236	21 090	(462 820)		3 409 506
Immobilisations corporelles en cours	384 789	226 234	(384 792)		226 231
Avances et acomptes	50 400	463 200			513 600
<b>Total</b>	<b>77 049 971</b>	<b>1 622 560</b>	<b>(1 980 019)</b>	<b>0</b>	<b>76 692 512</b>
<b>Amortissements</b>					
Terrains	(214 054)				(214 054)
Constructions	(15 925 946)	(767 460)	283 346		(16 410 060)
Installations techniques, mat. & out.	(42 869 007)	(883 559)	598 252		(43 154 314)
Autres immobilisations corporelles	(3 321 708)	(195 151)	453 661		(3 063 198)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Total</b>	<b>(62 330 716)</b>	<b>(1 846 170)</b>	<b>1 335 259</b>	<b>0</b>	<b>(62 841 627)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Terrains	1 945 777	0	0	0	1 945 777
Constructions	6 439 278	(575 136)	136 452	0	6 000 594
Installations techniques, mat. & out.	5 369 482	(163 847)	(387 261)	0	4 818 374
Autres immobilisations corporelles	529 528	(174 061)	(9 159)	0	346 308
Immobilisations corporelles en cours	384 789	226 234	(384 792)	0	226 231
Avances et acomptes	50 400	463 200	0	0	513 600
<b>Total</b>	<b>14 719 255</b>	<b>(223 610)</b>	<b>(644 760)</b>	<b>0</b>	<b>13 850 885</b>

<b>Immobilisations financières (chiffres en k€)</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>Augment.</b>	<b>Diminut.</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>Valeurs brutes</b>					
Titres de participations	4 827 727				4 827 727
Créances rattachées à des participations	2 621 860	121 846			2 743 706
Autres immobilisations financières	173 406	110 554	(27 592)		256 368
Titres mis en équivalence					0
<b>Total</b>	<b>7 622 994</b>	<b>232 400</b>	<b>(27 592)</b>	<b>0</b>	<b>7 827 801</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>					
Titres de participations	(859 804)				(859 804)
Créances rattachées à des participations	0				0
Autres immobilisations financières	(30 104)				(30 104)
Titres mis en équivalence					0
<b>Total</b>	<b>(889 909)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(889 909)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Titres de participations	3 967 923				3 967 923
Créances rattachées à des participations	2 621 860	121 846			2 743 706
Autres immobilisations financières	143 301	110 554	(27 592)		226 263
Titres mis en équivalence					0
<b>Total</b>	<b>6 733 084</b>	<b>232 400</b>	<b>(27 592)</b>	<b>0</b>	<b>6 937 892</b>

## Créances rattachées à des titres de participation

SCI LE VAL CLAIR : Dans le cadre de la participation de GANTOIS dans la SCI LE VAL CLAIR, il a été accordé à cette dernière des avances pour 2 744 k€ figurant au bilan sous la rubrique « créances rattachées à des participations », il a été convenu que les avances consenties à la SCI LE VAL CLAIR ne seraient pas dépréciées, car les pertes constatées ne résultent pas de circonstances imprévues, et s'inscrivent dans le cadre du déroulement normal d'une opération dont la rentabilité est prévue à terme. En effet, la valeur réelle de l'immeuble (expertise indépendante) est largement supérieure à la situation nette de la SCI.

## 3-3.Stocks

Stocks en Euros	31/12/2007	Augment.	Diminut.	31/12/2008
<b>Valeurs brutes</b>				
Matières premières	5 124 252	1 827 641		6 951 893
En-cours	1 160 370	297 092		1 457 462
Produits intermédiaires et finis	9 472 756		(1 719 914)	7 752 842
Marchandises	4 602 162		(28 324)	4 573 838
<b>Total</b>	<b>20 359 540</b>	<b>2 124 733</b>	<b>(1 748 238)</b>	<b>20 736 035</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>				
Matières premières	(1 212 485)		(479 103)	(1 691 588)
En-cours	0		(30 217)	(30 217)
Produits intermédiaires et finis	(1 264 638)		(578 635)	(1 843 273)
Marchandises	(668 807)		(516 805)	(1 185 612)
<b>Total</b>	<b>(3 145 930)</b>	<b>0</b>	<b>(1 604 760)</b>	<b>(4 750 690)</b>
<b>Valeurs nettes</b>				
Matières premières	3 911 767	1 827 641	(479 103)	5 260 305
En-cours	1 160 370	297 092	(30 217)	1 427 245
Produits intermédiaires et finis	8 208 118	0	(2 298 549)	5 909 569
Marchandises	3 933 355	0	(545 129)	3 388 226
<b>Total</b>	<b>17 213 610</b>	<b>2 124 733</b>	<b>(3 352 998)</b>	<b>15 985 345</b>

### 3-4. Créances

Valeurs nettes en K Euros	31/12/2007	31/12/2008	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	982	860	860	
Clients et comptes rattachés <sup>(2)</sup>	10 109	3 587	3 188	399
Créances sociales et fiscales	700	2 706	2 293	413
Débiteurs divers	948	2 082	2 082	
Charges constatées d'avance	85	447	447	
Comptes courants groupe <sup>(2)</sup>	5 701	513	513	
<b>Sous-total</b>	<b>18 525</b>	<b>10 195</b>	<b>9 383</b>	<b>812</b>
Impôt différé actif				
<b>Total</b>	<b>18 525</b>	<b>10 195</b>	<b>9 383</b>	<b>812</b>

<sup>(1)</sup> les créances des clients en France métropolitaine sont financées par affacturage. Le factor finance sous réserve d'acceptation les créances concernées, et en assure le recouvrement et l'encaissement. En contrepartie du service rendu, le factor perçoit des commissions d'affacturage et des commissions de financement. Enfin, pour palier à des risques éventuels, le factor constitue un fonds de garantie ainsi que des réserves, dont les montants sont précisés ci-après.

Au 31 décembre 2008, le montant des créances cédées se monte à 14 606 k€ :

■ Disponibilités	-18 k€
■ Fonds de Garantie Factor	1 497 k€
■ Réserves Factor	51 k€
■ En-cours non financé	483 k€

<sup>(2)</sup>Les données sur l'exercice 2007 sont brutes, celles de 2008 sont nettes

### 3-5. Disponibilités & valeurs mobilières de placement

Titre cotés	Valeur nette comptable	Valeur boursière
Titres Actions propres nbs 6615	6	6
Sicav et FCP de la Banque Postale	43	43
Compte SNVB	0	0

Augmentation de la provision pour dépréciation des actions propres pour 20 k€ sur la base des cours de bourse au 31/12/2008

### 3-6. Capitaux propres

Situation à la clôture	31/12/2007	Augmentations	Affectation du résultat	31/12/2008
Capital	(3 045 695)			(3 045 695)
Prime d'émission	(22 044 479)			(22 044 479)
Réserve Légale	(1 451 958)		(269)	(1 452 227)
Perte intercalaire	(765 858)		765 509	(349)
Réserves (Autres)	(241 021)			(241 021)
Report a nouveau	10 428 740		11 341 865	21 770 605
Résultat de l'exerce	12 107 454	5 872 889	(12 107 454)	5 872 889
Subventions d'investissement	(135 083)	14 557		(120 526)
Provisions réglementées	(5 914 531)	252 347		(5 662 184)
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (€)</b>	<b>(11 062 432)</b>	<b>6 139 793</b>	<b>(349)</b>	<b>(4 922 988)</b>

Le capital est composé de 2 538 079 actions ordinaires de 1.20 € de nominal.

### 3-7.Provisions

Provision pour risques en Euros	31/12/2007	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2008
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	(2 491 879)		364 521		(2 127 358)
Provisions pour litiges clients <sup>(1)</sup>	(627 349)	(353 433)	157 137		(823 645)
Provisions pour vérification Urssaf <sup>(2)</sup>		(74 800)			(74 800)
Provisions pour restructuration <sup>(3)</sup>	(7 396 500)		3 791 399	2 077 000	(1 528 101)
Provisions pour litiges prud'homaux	(431 000)	(356 000)			(787 000)
Provisions pour litiges Urssaf		(275 000)			(275 000)
Provisions pour DIF					0
Autres provisions pour situations nettes filiales <sup>(4)</sup>	(981 164)		535 994		(445 170)
<b>Total</b>	<b>(11 927 892)</b>	<b>(1 059 233)</b>	<b>4 849 051</b>	<b>2 077 000</b>	<b>(6 061 074)</b>

#### <sup>(1)</sup> Provisions pour litiges clients

a) Un complément de provision de 170 k€ a été constitué au cours de l'exercice sur un client au Maroc. Ce litige a son origine chez TISSMÉTAL, société qui a fusionné avec GANTOIS S.A en 2007. Cela porte à 520 k€ le montant de la provision sur cette créance soit 100%.

b) Provisions pour litiges FRANCE ..... 246 k€

c) Provisions pour litiges EXPORT ..... 57 k€

#### <sup>(2)</sup> Provisions URSSAF

a) Suite a la lettre de notification du 22/12/2008 ..... 75 k€

b) Litige 2005 après procédure de RJ..... 275 k€

#### <sup>(3)</sup> Provision pour restructuration

Les provisions pour restructuration sont relatives à la société Gantois S.A. et ont été estimées selon les obligations légales, conventionnelles et supra-conventionnelles engageant le Groupe. En outre, les coûts de ré-industrialisation, outplacement, honoraires et autres ont également été considérés.

La provision pour restructuration comptabilisée au 31.12.2008 s'analyse comme suit :

■ Indemnités à verser dans le cadre du PSE :	143 k€
■ Convention ASFNE :	113 k€
■ Accompagnement / Formation / Reclassement :	181 k€
■ Convention de revitalisation :	181 k€
■ Autres mesures :	910 k€

**TOTAL :** **1 528 k€**

#### <sup>(4)</sup> Provisions pour situations nettes

a) GANTOIS ROMANIA 385 k€

b) METALWEAVE USA 60 k€

## 3-8. Emprunts et dettes Échéancier des emprunts (k€)

Emprunts en Euros	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2008	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	(9 242 924)	(8 428 281)	(926 014)	(5 981 922)	(1 520 346)
Emprunts issus de location-financement		0			
Dettes financières diverses	(33 077)	(5 509 574)	(4 330 370)	(1 179 204)	
<b>S/Total</b>	<b>(9 276 001)</b>	<b>(13 937 855)</b>	<b>(5 256 384)</b>	<b>(7 161 126)</b>	<b>(1 520 346)</b>
Concours bancaires courants	(1 528 259)	(1 391 097)	(135 726)	(1 000 903)	(254 467)
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>(10 804 260)</b>	<b>(15 328 952)</b>	<b>(5 392 110)</b>	<b>(8 162 029)</b>	<b>(1 774 813)</b>

	Exercice 2007	Exercice 2008
Hypothèques/nantissement fonds de commerce		
Autres		
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

	Exercice 2007	Augmentation	diminution	Exercice 2008
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 243		(815)	8 428
Emprunts issus de location-financement				
Dettes financières diverses	33	5 476		5 509
Concours bancaires courants	1 528		(137)	1 391
<b>Total variation emprunts et dettes financières</b>	<b>10 804</b>	<b>5 476</b>	<b>(952)</b>	<b>15 328</b>

Les dettes déclarées à plus d'un an sont constituées essentiellement des dettes issues du passif RJ, dû par la société à l'ensemble de ses créanciers admis au remboursement du passif selon le plan d'apurement autorisé par le tribunal de Commerce.

Nous vous indiquons ci-après le montant total du passif RJ retenu dans les comptes de l'entreprise.

Poste de Bilan	GANTOIS (k€)	TISSMÉTAL (k€)
Emprunts	8 156	142
Fournisseurs	4 632	537
Clients	5	
Personnel	55	
Organismes soc	5 611	190
Impôts	4 404	306
Comptes courants filiales	1 178	
Créditeurs divers	37	1
Banques	1 391	
<b>Total</b>	<b>25 469</b>	<b>1 176</b>

Les dettes financières diverses sont :

- Cautionnements reçus 33 k€
- Apport SISU 4 000 k€
- Comptes courants RJ 1 178 k€
- Comptes courants filiales 298 k€

## 3-9. Autres informations Produits à recevoir

Produits à recevoir (chiffres en k€)	31/12/2008	31/12/2007
<b>CLIENTS &amp; COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>59</b>	<b>1 882</b>
Clients, factures à établir	59	1 882
Clients, différences de change latentes		
<b>AUTRES CRÉANCES DIVERSES</b>	<b>2 035</b>	<b>2 084</b>
Intérêts courus, créances rattachées à des part.	0	0
RRR à obtenir et avoirs à recevoir	11	14
Personnel, avances versées et indemnités diverses à recevoir	113	26
Produits à recevoir Taxe Professionnelle	1 873	1 990
Divers produits à recevoir	38	54
<b>TOTAUX</b>	<b>2 094</b>	<b>3 966</b>

## Charges et produits constatés d'avance

Charges constatés d'avance (chiffres en k€)	31/12/2008	31/12/2007
<b>FOURNISSEURS &amp; COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>447</b>	<b>85</b>
Fournisseurs, charges constatées d'avance	447	85

## Charges à payer

Charges à payer (chiffres en k€)	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières : intérêts courus sur emprunts et crédits	130	130
Dettes fournisseurs et comptes rattachés : factures fournisseurs non parvenues	436	486
Autres dettes		
Dettes fiscales et sociales :	2 119	2 824
<i>Provisions pour Congés Payés</i>	935	1 131
<i>Provisions sur salaires</i>	221	349
<i>Autres charges à payer</i>	68	57
<i>Charges à payer aux organismes sociaux</i>	562	712
<i>Impôts et taxes à payer</i>	333	575
<i>Autres charges salariales</i>	50	63
Autres dettes : divers charges à payer	317	829
Intérêts courus sur découverts : intérêts courus à payer		
<b>TOTAUX</b>	<b>3 052</b>	<b>4 332</b>

#### Écarts de conversion des créances et dettes en monnaies étrangères

Écarts de conversion des créances et dettes en monnaies étrangers (chiffres en k€)	Actif Perte latente	Passif Produit latent
Immobilisations financières	0	0
Créances USA	20	3
Dettes	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>20</b>	<b>3</b>

#### 4. Notes relatives au compte de résultat

##### 4-2. Opérations avec les filiales

Chiffre d'affaires par zone géographique (k€)	2008	2007
France	61 113	62 145
Europe	6 096	8 498
Autre Pays	3 076	4 960
<b>TOTAUX</b>	<b>70 285</b>	<b>75 603</b>

##### 4-2. Opérations avec les filiales

Facturation aux filiales (chiffres en k€)	Ventes & prestations	Autres Produits	Dividendes encaissés	Produits financiers	Transferts de charges
Compagnie des Clôtures	230				
Gantois Romania	3 152			69	
Gervois	175				
Gantois Belgium	809		142		
Performat	81				
<b>TOTAUX</b>	<b>4 447</b>	<b>0</b>	<b>142</b>	<b>69</b>	<b>0</b>

Facturation par les filiales (chiffres en k€)	Achats & sous-traitance	Services extérieurs	Autres charges	Intérêts financiers
Compagnie des Clôtures	57			
Gantois Romania	7 625			
Gervois	0			
Gantois Belgium	36			
Performat	486			
<b>TOTAUX</b>	<b>8 204</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

La position financière respective avec les filiales, en dehors des opérations commerciales courantes est détaillée dans le tableau ci-dessous :

(chiffres en k€)	S.A. GANTOIS dettes Financières envers Filiales		FILIALES dettes Financières envers Gantois	
	R,J	Après R,J	R,J	Après R,J
CIE DES CLÔTURES	107	13		33
GANTOIS BELGIUM	507			0
GANTOIS ROMANIA				5 445
GERVOIS	269	261		339
JETCOUP	50			4
PERFOMAT	60			87
SAIG	185			0
SCI L'ARONDELLE				3
SCI VAL CLAIR				2 744
<b>Totaux</b>	<b>1 178</b>	<b>274</b>	<b>0</b>	<b>8 655</b>

#### 4.3 transferts de charge

Charges constatées d'avance (chiffres en k€)	31/12/2008	31/12/2007
Remboursement frais fonctionnement CE	1	5
Remboursement organisme externe (sal prud'homme, C/C..)	0	94
Remboursement organisme externe (sal. Formation)	0	25
TISSMÉTAL transfert charges GERVOIS	0	280
Marchandises perdues	15	
Salaires expatriés GANTOIS ROUMANIE	605	
Remboursement frais avancés pour des tiers	0	187
<b>TOTAUX</b>	<b>621</b>	<b>591</b>

#### 4-4. Résultat financier

(chiffres en k€)	Exercice 2008	Exercice 2007
<b>Produits financiers</b>		
Autres produits de participation <sup>(1)</sup>	525	509
Gains de change	17	3
Autres produits financiers <sup>(2)</sup>	18	90
Reprises aux amortissements et aux provisions	536	5
<b>TOTAL</b>	<b>1 096</b>	<b>607</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions <sup>(3)</sup>	3 392	2 905
Intérêts et charges assimilées <sup>(4)</sup>	858	663
Pertes de change	59	90
<b>TOTAL</b>	<b>4 309</b>	<b>3 658</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (k€)</b>	<b>(3 213)</b>	<b>(3 051)</b>

<sup>(1)</sup> revenus des comptes bancaires 136 k€, escomptes obtenus 176 k€, dividendes 142 k€, revenu des prêts 70k€

<sup>(2)</sup> produits de cessions de VMP.18 k€.

<sup>(3)</sup> dont provision compte courant Roumanie 3 372 k€, titres propre 20 k€,

<sup>(4)</sup> dont Factorem commissions de financement 835 k€, escomptes accordés 23 k€

## 4-5. Résultat exceptionnel

(chiffres en k€)	Exercice 2008	Exercice 2007
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3	1 459
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	48	415
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b>		
- Sur cession d'éléments d'actif incorporel	0	0
- Sur cession d'éléments d'actif corporel	26	2 616
- Sur cession de titres consolidés		
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier		820
Autres produits exceptionnels	15	15
Reprises de provisions et transferts de charges <sup>(1)</sup>	6 121	2 007
<b>TOTAL</b>	<b>6 213</b>	<b>7 332</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion <sup>(2)</sup>	3 971	2 888
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	62	110
<b>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</b>		
- Sur cession d'éléments d'actif incorporel	0	2 700
- Sur cession d'éléments d'actif corporel	16	0
- Sur cession de titres consolidés		
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier		606
Autres charges exceptionnelles	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions <sup>(3)</sup>	445	7 995
<b>TOTAL</b>	<b>4 496</b>	<b>14 299</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 717</b>	<b>6 967</b>

<sup>(1)</sup>Dont reprise sur PSE 5 868 k€, reprise d'amortissements dérogatoires 252 k€.

<sup>(2)</sup>Charges exceptionnelles sur PSE 3 791 k€, litige DG 180 k€

<sup>(3)</sup>Provision URSSAF 275 k€, complément provision client export Maroc 170 k€.

**4-6. Résultat fiscal et impôt sur les sociétés**  
**Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**

Résultat avant impôts	Comptable	Fiscal	Report déficitaire imputé	Résultat net
Courant	(8 107)	(5154)		(7 590)
Exceptionnel	1 717	(474)		1 717
<b>TOTAL</b>	<b>(5 873)</b>	<b>(5 628)</b>		<b>(5 873)</b>

**Situation fiscale différée**

Rubriques	31/12/2008	
Total accroissement futur de la charge d'impôt		
Base impôt au taux de	33,33%	
Provisions pour dépréciation		705
Taxes diverses et cessions tirs non déductibles		114
Provision pour risque et charges		1 274
Déficits fiscaux cumulés		42 192
Déficits de l'exercice		5 628
Total allègement futur de la charge d'impôt	33,33%	19 251
<b>SITUATION CUMULÉE FISCALE DIFFÉRÉE</b>		<b>19 251</b>

## 5. Autres informations

### 5-1. Engagements financiers, dettes garanties par des sûretés réelles

#### ENGAGEMENTS HORS-BILAN

En outre, dans le cadre du contrat d'affacturage, la société s'est engagée à rembourser au Factor toutes les créances cédées qui seraient contestées par la clientèle.

Catégorie d'engagement	Exercice 2008
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	
Avals	335
Cautions	200
Hypothèques	7229
Effets escomptés non échus	
Autres	134
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	
Avals	
Cautions	336
Effets escomptés non échus	

Les hypothèques sont relatives aux éléments d'actifs suivants :

Hypothèques	GANTOIS
<b>TRÉSOR PUBLIC</b>	
<b>2 573</b>	
Gantois	
Marigny-les-bois	
Compi_ne	
Clairoix	
Fismes	
Saint-Dié	
<b>URSAFF</b>	
<b>1 090</b>	
Saint-Dié	
<b>URSAFF</b>	
<b>1 090</b>	
Saint-Dié	
<b>AUTRES BANQUES</b>	
<b>2 476</b>	
Saint-Denis	

### 5-2. Engagements en matière de location et de crédit bail

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE CREDIT BAIL MOBILIER (k€)	MONTANTS
<b>VALEUR D'ORIGINE HT</b>	<b>0</b>
Amortissements :	
<i>Cumuls d'exercices antérieurs</i>	0
<i>Dotation de l'exercice</i>	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
Redevances payés TTC :	
<i>Cumuls d'exercices antérieurs</i>	0
<i>Dotation de l'exercice</i>	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
Redevances restant à payer TTC :	
<i>A un an au plus</i>	0
<i>A plus d'un an et cinq ans au plus</i>	0
<i>A plus de cinq ans</i>	0
Valeur résiduelle :	
<i>A un an au plus</i>	0
<i>A plus d'un an et cinq ans au plus</i>	0
<i>A plus de cinq ans</i>	0

### 5-3. Rémunérations des mandataires sociaux

Conformément à l'article L.225-102-1 alinéa 1 du Code du Commerce, la rémunération brute totale ainsi que les avantages en nature versés par la société aux mandataires sociaux, au cours de l'exercice écoulé est de 541 k€.

Aucun jeton de présence n'a été versé en 2008

### 5-4. Risques

#### 5-4-1. Risques de change

La quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en euro, ce qui induit une absence de risque de change. Une part du chiffre d'affaires est réalisée avec la filiale américaine Metalweave Inc. en dollar US. Ce chiffre est très inférieur aux achats effectués dans la même monnaie. La société n'a souscrit à aucun contrat de couverture et produit dérivé.

#### 5-4-2. Risques de taux

Les emprunts et dettes financières qui sont rémunérées (certaines des créances bancaires admises au passif RJ le sont sans intérêts) le sont tous en taux variable. La référence majoritaire est l'EURIBOR ou l'EONIA 3 mois, augmenté d'une commission allant de 0.35% à 0.50%.

Par contre, les avances consenties par le factor, dans le cadre du contrat d'affacturage, sont soumises à un taux variable court terme. Du fait du redressement judiciaire, les dettes financières ayant été gelées, aucun frais financier n'a été enregistré depuis le 23 juillet 2004 ce qui élimine tout risque de taux, hors financement par le factor. La société n'a souscrit à aucun contrat de couverture et produit dérivé.

#### 5-4-3. Risques de industriels

Tous nos sites industriels font l'objet des contrôles et vérifications périodiques réglementaires par un organisme agréé. Celui-ci contrôle nos appareils de levage et manutention, nos machines, nos installations électriques et nos appareils de pression. Nous avons également des contrats d'entretien pour nos extincteurs et RIA ( Robinets d'Incendie Armés)

Les activités de la société relèvent des régimes classiques de déclarations et d'autorisations préalables d'exploitation. Aucun de nos sites n'est soumis à la réglementation des risques industriels majeurs, type Seveso. Notre type de production est faiblement générateur de nuisances par rapport à l'environnement mais la société a engagé des actions de prévention en rapport avec le référentiel ISO 14000, notamment en matière de rejets (eaux issues de process, traitées avant rejet, suppression de substances/solvants appauvrissant la couche d'ozone) ou de nuisances sonores. En conséquence, la société n'a pas émis de rapport environnemental séparé. Aucun risque significatif n'a été identifié sur l'ensemble de nos sites.

#### 5-4-4. Assurances et couvertures de risques

La politique de couverture s'inscrit dans celle du Groupe Gantois qui souscrit auprès d'assureurs notoirement solvables des polices d'assurances couvrant les risques identifiés pour des montants adaptés.

Responsabilité civile d'exploitation :  
couverture à concurrence de 8 M€ par sinistre

Responsabilité civile après livraison :  
couverture à concurrence de 6 M€ par an

Responsabilité civile des dirigeants :  
couverture à concurrence de 4,0 M€

Assurance « dommages aux biens » qui couvre les bâtiments, le matériel et les stocks ainsi que la perte d'exploitation avec abrogation de la règle proportionnelle :

- Bâtiments à concurrence de la valeur à neuf vétustés déduites
- Matériel à concurrence de la valeur à neuf vétustés déduites
- Stocks à concurrence de la valeur de remplacement

Ces trois postes sont garantis à hauteur de 220 M€.

- Perte d'exploitation à concurrence de la marge brute de la société sur 12 moi.

#### 5-5. Effectifs moyens

Effectif moyen	EXERCICE 2008
Cadres et équivalents	61
Agents de maîtrise	85
Employés	83
Ouvriers et apprentis	282
<b>TOTAL</b>	<b>511</b>

#### 5-6. Engagements de retraite et médailles du travail

La société relève, en matière de retraites, des conventions ci-après :

- Convention collective du travail du personnel mensuel de la Métallurgie des Vosges
- Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la Métallurgie.

Dans ce cadre, l'entreprise est assujettie au versement d'indemnités de fin de carrière au moment du départ à la retraite de ses salariés. Pour évaluer ces engagements, il est effectué un calcul actuariel qui prend en compte l'engagement relatif de la société vis à vis de chacun de ses salariés présents à la date de clôture des comptes. Le calcul tient compte de la probabilité de présence à l'âge de la retraite, et de l'échelonnement de l'engagement par un coefficient d'actualisation; il est pris en compte au prorata de l'ancienneté acquise par le salarié. Les principales hypothèses sont les suivantes :

- Coefficient de revalorisation des salaires 1%
- Table de mortalité : tables prospectives de génération
- Taux d'actualisation : 5,5%
- Taux de charges sociales : 47,81%
- Taux d'inflation future : 2%
- Taux de turn-over : 3,48% âges de départ à la retraite à 60 ans pour le personnel mensuel et 63 ans pour les cadres

Par ailleurs, la société comptabilise également le montant de ses engagements au titre des médailles du travail. Pour l'ensemble du personnel, le montant des engagements se monte à :

	2008	2007
Engagements IFC pour l'ensemble des salariés	1 918 k€	2 492 k€
Engagements au titre des médailles du travail	209 k€	262 k€

## 5-6. Engagements en matière de droit individuel à la formation

La charge future résultant du droit individuel à la formation (DIF) n'est pas comptabilisée dans les comptes sociaux. L'évaluation est calculée sur la base des droits individuels en tenant compte de la situation de chaque salarié et en considérant que tous les salariés allaient exercer leurs droits.

La charge future inclue les salaires et charges proprement dit et également un coût moyen de formation (inscription, prestations extérieures etc.)

Au 31 12 2008 l'engagement est évalué à 1 859 k€

## FILIALES ET PARTICIPATIONS (K€)

	Capital	Réserves & report à nouv.	% du capital détenu	VALEUR COMPTABLE des titres		Prêts & avances consentis au 31.12	Cautions & avals donnés par la Sté	CA HT exercice 2008	Résultat Net 2008	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					
COMPAGNIE DES CLÔTURES Z.I. - MITRY-MORY (77)	153	866	99,93%	187	187	33	0	2 209	58	0
GANTOIS BELGIUM - Belgique	200	434	100%	392	392	0	0	1 244	15	142
S.A. IMMOBILIÈRE GANTOIS SAINT-DIÉ (88)	40	384	99,37%	189	189	0	0	8	9	0
PERFOMAT SA - DOMENE (38)	86	1 117	100%	588	588	87	0	2 675	330	0
METALWEAVE INC - USA (MA )	USD 300	USD 26	100%	281	0	0	0	0	0	0
SA JETCOUP - SAINT-DIÉ (88)	244	(128)	99,91%	186	0	0	4	6	(46)	0
SCI LE VAL CLAIR - SAINT-DIÉ (88)	457	(3109)	75,00%	343	0	2 744	0	0	(122)	0
SCI L'ARONDELLE - DOMENE (38)	2	371	99,00%	233	233	3	0	84	36	0
GERVOIS SA - PONT REMY (60)	327	2 386	99,80%	2 379	2 379	339	0	4 321	663	0
GANTOIS ROMANIA - ROUMANIE	53	(904)	100%	50	0	5 445		8 700	(2 706)	0

Les prêts et avances comprennent également les avances temporaires non liées à des opérations commerciales

A la date d'arrêté des comptes de GANTOIS S.A. les comptes de la société METALWEAVE ne sont pas arrêtés, il s'agit d'une situation provisoire.

## RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2004	2005	2006	2007	2008
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
a. Capital social	14 519 582	14 519 582	2 435 609	3 045 695	3 045 695
b. Nombre des actions ordinaires existantes	188 566	188 566	2 029 674	2 538 079	2 538 079
c. Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
d. Nombre maximal d'actions futures à créer		2 478 498	673 116	0	0
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE</b>					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	64 711 560	58 849 238	63 053 650	75 603 573	70 284 907
b. Résultat avant impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	-5 379 251	-7 929 417	-993 568	-878 685	-3 110 143
c. Impôt sur les bénéfices	30 750	-115 628	-29 617	-444 465	-516 875
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e. Résultat après impôt et charges et produits calculés (amort. & prov.)	-16 710 549	-4 830 369	-3 153 393	-12 107 454	-5 872 889
f. Résultat distribué	0	0		0	0
<b>RÉSULTATS PAR ACTION</b>					
a. Résultat après impôt, mais avant charges calculées (amort. & prov.)	-28,36	-42,66	-0,50	-0,35	-1,23
b. Résultat après impôt et charges calculées (amort & prov.)	-88,62	-25,61	-1,55	-4,77	-2,31
c. Dividendes distribuées à chaque action	0	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>PERSONNEL</b>					
a. Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	756	598	554	475	511
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	18 733 399	18 773 230	14 484 193	14 527 838	15 246 776
c. Montant des sommes versés au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	6 862 379	5 920 630	5 690 603	7 018 259	5 957 288



le métal dans tous ses états

Siège social : B.P. 307 F - 25, rue des Quatre-Frères-Mougeotte - 88105 ST-DIÉ CEDEX  
TÉL. 03 29 55 21 43 - TÉLÉCOPIE : 03 29 56 74 26 - site Internet : [www.gantois.com](http://www.gantois.com)

## Etablissements industriels :

SAINT-DIÉ-DES-VOSGES	BP 20788100	au siège social	
FISMES	BP N° 26	51170	FISMES
CLAIROIX	BP N° 17	60280	CLAIROIX CEDEX

## Agences commerciales, dépôts et ateliers :

BORDEAUX	33692	MERIGNAC CEDEX
EST	88105	SAINT-DIÉ-DES-VOSGES CEDEX
LYON	69680	CHASSIEU
MARSEILLE	13333	MARSEILLE CEDEX
PARIS	93211	SAINT-DENIS LA PLAINE CEDEX
RENNES	35590	L'HERMITAGE
ROUBAIX	59451	LYS-LES LANNOY CEDEX

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

**GANTOIS S.A.**

25, rue des Quatre Frères Mougeotte

88105 St-Dié-Des-Vosges

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société Gantois S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe :

- La note 2 « Règles et méthodes comptables » qui expose un changement de méthode de valorisation des stocks ;
- La note 3.7 « Provisions » qui mentionne la reprise d'une partie de la provision pour restructuration non utilisée de 2 077 milliers d'euros.

### JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte incertain lié aux difficultés à appréhender les perspectives économiques et au plan de continuation en cours. C'est dans ce contexte qu'en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.
- Comme indiqué dans la note 3.7 « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels, votre société a constitué au cours de l'exercice 2007 une provision pour restructuration dont le solde s'élève à 1 528 milliers d'euros au 31 décembre 2008. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde le solde de cette provision, à comparer les estimations comptables de la période précédente avec les réalisations correspondantes, à revoir les estimations faites par votre société et à nous assurer que l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.
- Sur la base de notre appréciation des systèmes comptables et de contrôle interne, et compte tenu des faiblesses de contrôle interne mentionnées dans le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, nous avons mis en œuvre des contrôles substantifs étendus sur les éléments de comptes susceptibles d'être impactés par ses faiblesses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

## VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.  
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- La sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Strasbourg et S'-Dié, le 15 juin 2009

## Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

2, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG



Sylvain Mayeur

AGS

12, rue Emile Durkheim  
Hellieule 2 - BP 5165  
88105 S'-DIÉ-DES-VOSGES



Daniel Grandemange

## RAPPORTS SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

**GANTOIS S.A.**

25, rue des Quatre Frères Mougeotte  
88105 St-Dié-Des-Vosges

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### CONVENTION DE MANAGEMENT AVEC F2M S.A.R.L.

#### *Personne intéressée :*

Monsieur Fabrice De Montgolfier, Président Directeur Général de GANTOIS S.A. jusqu'au 15 septembre 2008 et Gérant de F2M S.A.R.L.

#### *Nature et objet :*

Convention de management en date du 27 mars 2007. Cette convention porte sur des prestations à hauteur de 300 000 euros par an auxquelles s'ajoute un bonus de 80 000 euros par an en fonction de l'atteinte d'objectifs prédéfinis.

#### *Modalités :*

Le montant comptabilisé en charges au titre de cette convention s'élève à 367 500 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

### CONVENTION DE SERVICES DE GESTION AVEC SISU CAPITAL LIMITED

#### *Nature et objet :*

Convention de services de gestion signée le 26 Juin 2007. Cette convention porte sur des services de conseils en gestion, en ressources humaines, financiers, fiscaux et juridiques.

#### *Modalités :*

Le montant comptabilisé en charges au titre de cette convention, en dehors de la délégation de paiement à la société Alix Management, s'élève à 35 115 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2008. Par ailleurs, votre Conseil d'Administration, en date du 28 avril 2008, a validé une délégation de paiement à la société Alex Management de la rémunération des services réalisés pour le compte de SISU CAPITAL Limited. Le montant comptabilisé en charge au titre de cette délégation de paiement s'élève à 32 873 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous présentons également notre rapport sur les conventions et engagements soumis aux dispositions de l'article L. 225-42 du Code de commerce.

En application de l'article L. 823-12 de ce Code, nous vous signalons que ces conventions et engagements n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer, outre les caractéristiques et les modalités essentielles de ces conventions et engagements, les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

## CONVENTION DE MANAGEMENT AVEC F2M S.A.R.L.

### *Personne intéressée :*

Monsieur Bertrand Talabart, Président du Conseil d'Administration de votre société  
Messieurs Walter Bosco et Onyechinaedu Igwe, administrateurs de votre société.

### *Nature et objet :*

Mise à disposition par SISU CAPITAL Limited d'un compte courant d'associé non rémunéré au profit de la société GANTOIS S.A.

### *Modalités :*

Le solde du compte courant créditeur s'élève à 4 000 000 euros au 31 décembre 2008. Ce compte courant n'a pas été rémunéré au cours de l'exercice.

Cette convention n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration, le Tribunal de Commerce de Saint-Dié ayant, par une ordonnance de référé du 13 août 2008, désigné conjointement en qualité d'administrateurs provisoires de votre société deux administrateurs judiciaires dont la mission s'est achevée à l'issue de l'Assemblée Générale du 30 décembre 2008.

Strasbourg et S<sup>t</sup>-Dié, le 15 juin 2009

## Les commissaires aux comptes

### PricewaterhouseCoopers Audit

2, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG



Sylvain Mayeur

### AGS

12, rue Emile Durkheim  
Hellieule 2 - BP 5165  
88105 S<sup>T</sup>-DIÉ-DES-VOSGES



Daniel Grandemange

## PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2008, approuve dans toutes leurs parties les comptes sociaux de la société qui lui sont présentés.

## DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2008, approuve dans toutes leurs parties, les comptes consolidés qui lui sont présentés.

## TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 225-38 et 225-40 du Code de Commerce, approuve, conformément aux conclusions de ce rapport, les conventions qui y sont relatées et l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre de ces conventions au cours de l'exercice.

## QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de la manière suivante:

- Le résultat de l'exercice s'élève à \_\_\_\_\_ (5 872 889) €
- Le report à nouveau de l'exercice antérieur est de \_\_\_\_\_ (21 770 605) €
- La somme nette disponible est donc de \_\_\_\_\_ (27 643 494) €  
qui est imputée à :
  - report à nouveau \_\_\_\_\_ (27 643 494) €

L'assemblée générale prend acte, conformément à la loi, de l'absence de distribution de dividende au titre des trois derniers exercices.

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour remplir toutes les formalités qu'il appartiendra.





**Siège social : B.P. 307 F - 25, rue des Quatre-Frères-Mougeotte - 88105 S<sup>T</sup>-DIÉ CEDEX  
TÉL. 03 29 55 21 43 - TÉLÉCOPIE : 03 29 56 74 26 - site Internet : [www.gantois.com](http://www.gantois.com)**